

DES VOIES DE RECOURS OUVERTES A LA PARTIE CIVILE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 8 Mars 1933, à 14 heures

PAR

Georges GUÉRIN

JURY DE LA THÈSE

Président : M. HUGUENEY, Professeur

Suffragants : M. MOREL, Professeur
M. ESCARRA, Professeur

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL, 49

—
1933

**DES VOIES DE RECOURS
OUVERTES A LA PARTIE CIVILE**

DES VOIES DE RECOURS OUVERTES A LA PARTIE CIVILE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 8 Mars 1933, à 14 heures

PAR

Georges GUÉRIN

JURY DE LA THÈSE

Président : M. HUGUENEY, Professeur

Suffragants : M. MOREL, Professeur
M. ESCARRA, Professeur

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL, 49

—
1933

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Il est des infractions punies par les lois pénales qui ne donnent lieu qu'à une seule action, l'action publique. Ce sont celles qui ne lèsent que la société en général sans qu'aucun de ses membres en soit atteint d'une manière particulière. Tels sont la plupart des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat.

Mais dès que l'infraction a causé, et c'est le cas le plus fréquent, un préjudice particulier à une personne déterminée, elle donne naissance à une seconde action qui tend à faire obtenir à la personne lésée des séparations civiles, c'est l'action civile.

Ces deux actions peuvent être exercées séparément devant des juridictions distinctes. La partie lésée a, en effet, toujours le droit de s'adresser à la juridiction civile pour poursuivre la réparation du préjudice qui lui a été causé.

Mais le plus souvent l'action publique et l'action civile sont intentées concurremment. L'article premier C.I. Cr. accorde en effet à tous ceux à qui le crime, le délit ou la contravention a causé quelques dommages le droit d'en poursuivre la réparation devant les juridictions répressives. Et cette énumération très large a permis non seulement aux héritiers ou aux successeurs universels de la per-

sonne lésée, mais même parfois à des personnes qui, sans être héritières, ont subi par la mort de la victime, un préjudice évident, d'invoquer ces dispositions légales.

La partie lésée va former sa plainte puis, pour être recevable à demander la réparation du préjudice subi par elle, elle se constituera « *partie civile* » dans les formes prévues par les art. 31, 65 et 66 du Code d'Instruction criminelle.

Ce faisant, elle acquerra le droit de se joindre aux poursuites exercées par le ministère public dans un but de préservation sociale, elle pourra même en matière de contravention ou de délit, saisir directement le tribunal de police simple ou correctionnelle par une citation délivrée à l'auteur du dommage.

Mais loin de créer des possibilités nouvelles au profit de la personne lésée, le Code d'Instruction criminelle restreint les droits traditionnels accordés à la partie civile dans l'ancien droit et le droit intermédiaire.

Devant les cours féodales, la poursuite n'appartenait en effet qu'à la partie lésée, ou si elle était morte, à son lignage :

La partie lésée dut donc pendant de longues années agir seule contre l'auteur du fait dommageable et demander à la fois réparation et punition.

Cependant, dès le ^{xiv}^e siècle, on commença à distinguer la notion de partie civile, demandant avant tout réparation sous forme de dommages-intérêts, de la notion de partie publique demandant

une punition. A mesure que croît l'importance des procureurs du roi, on sépare nettement l'idée de peine de celle de réparation et l'ordonnance de 1670 consacre cette distinction en réservant au seul accusateur officiel, au ministère public, le droit de requérir l'application d'une peine, la partie civile devant se borner à demander des dommages-intérêts.

Le droit intermédiaire, adoptant en bloc le système anglais marque tout d'abord un retour en arrière très net en ce qui concerne la notion de partie publique et de partie privée et les particuliers puisèrent dans la loi du 29 septembre 1791 un droit de poursuite très énergique.

Cependant, les multiples inconvénients de ce système qui réduisait le rôle de l'accusateur public, élu par le peuple, à celui d'un simple avocat se manifestèrent si rapidement que dès l'an IX on rendit son droit de poursuite au ministère public en lui restituant le caractère d'une véritable partie publique.

Les travaux préparatoires du Code d'Instruction criminelle marquent de plus en plus ce désir de confier la poursuite des infractions à un ministère public fortement organisé sans cependant méconnaître les droits de la partie civile, mais en les limitant strictement à la réparation du préjudice subi.

Et cette tendance aboutit à la rédaction de l'art. 1^{er} du Code d'Instruction criminelle qui pose en principe que l'exercice de l'action publique est réservé au ministère public.

Le rôle de la partie civile demeura très effacé jusqu'à la fin du XIX^e siècle, mais à cette époque on lui reconnut, après d'assez vives discussions, le droit d'obliger le juge, malgré les réquisitions contraires du *aPrquet*, à ouvrir une information, au cas de faits constitutifs de crimes ou de délits.

Enfin, la loi de 1921, lui permettant de suivre toute l'instruction avec des garanties analogues à celles données à l'inculpé, accrut encore l'importance des parties civiles.

Le nombre des constitutions prit dès lors une telle extension que le législateur dut se préoccuper de remédier à la fréquence de ces plaintes, qui, dans de nombreux cas, avaient uniquement pour objet de permettre aux débiteurs de paralyser pendant de longs mois les actions civiles ou commerciales intentées par leurs créanciers. Sans doute un texte du Code pénal permettait déjà à l'inculpé dont la bonne foi était reconnue de demander au plaignant des dommages-intérêts, mais les conditions nécessaires pour qu'il y ait dénonciation calomnieuse étaient si difficilement réalisables que dans la plupart des cas l'inculpé, peu soucieux de recommencer une longue procédure, renonçait à se prévaloir des dispositions de l'article 373 du Code pénal.

La loi du 2 juillet 1931 eut justement pour objet de permettre au bénéficiaire d'un non-lieu d'obtenir rapidement du plaignant, constitué partie civile, des dommages-intérêts.

Mais cette loi, si elle a eu pour effet de restreindre le nombre des plaintes déposées trop à la légère,

n'a nullement voulu interdire aux personnes lésées la possibilité de poursuivre devant les juridictions répressives — par une procédure plus économique, sinon toujours plus rapide — la réparation du préjudice qui leur était causé.

Or, si la partie civile trouve le plus souvent dans des textes, des indications précises contenant l'étendue et l'exercice de ses droits, il nous a semblé cependant que dans certaines circonstances les possibilités d'action qui s'offraient à elle, spécialement en ce qui concernait les voies de recours qui lui sont ouvertes, étaient moins bien définies.

C'est pourquoi nous avons essayé, dans cette étude, de rappeler les principes posés par la doctrine et les solutions données par la jurisprudence pour les différents cas où la partie civile, estimant que la décision qui vient d'être rendue aussi bien à l'instruction qu'à l'audience, lui a causé préjudice, exerce une voie de recours contre elle.

Notre plan nous est apparu tout tracé par les différentes phases de la procédure.

Dans une première partie, nous suivrons la partie civile à l'instruction, envisageant d'abord les voies de recours qu'elle peut exercer contre les ordonnances du juge d'instruction, pour étudier ensuite son attitude devant la Chambre des mises en accusation et nous demander enfin dans quel cas il lui est loisible de former un pourvoi en cassation. Dans un dernier chapitre de cette partie, nous examinerons enfin si la partie civile est en droit d'exi-

ger la réouverture de l'instruction pour charges nouvelles.

Notre seconde partie sera consacrée à la partie civile à l'audience.

Nous envisagerons les cas où elle peut faire opposition à des décisions rendues par défaut contre elle, les limites fixées par la loi et la jurisprudence à son droit d'appel, pour étudier enfin les modalités des pourvois en cassation qu'elle pourrait former contre les jugements ou les arrêts lui portant préjudice.

CHAPITRE PREMIER

DES VOIES DE RECOURS OUVERTES A LA PARTIE CIVILE PENDANT L'INSTRUCTION

Primus a dérobé à Secundus un objet, Secundus en subit un dommage. D'autre part, l'acte délictueux cause préjudice à la Société. Secundus, et la Société par la voie de son ministère public, ont chacun une action contre Primus. Ils peuvent les exercer simultanément ou séparément.

Les articles 63, 67 et 359 du C. I. Cr. donnent en termes généraux le droit à la personne lésée de se porter partie civile en tout état de cause, jusqu'à la clôture des débats. C'est donc un droit des plus étendus dont la partie lésée se trouve investie : en effet, si l'action publique n'a pas encore été exercée, par sa constitution, la partie civile la met indirectement en mouvement : Le juge d'instruction, quelles que soient les réquisitions du ministère public, doit ouvrir une instruction et rendre une décision. Si l'action publique est en cours, la personne lésée peut intervenir dans la poursuite commencée et joindre son action à l'action publique. Elle devient

elle-même partie au procès pénal. A côté du ministère public qui poursuit la réparation du préjudice causé par l'infraction, à l'ordre social, elle poursuit la réparation du dommage causé à ses intérêts privés.

L'exercice de cette action civile, qui ne peut dériver que d'un fait puni par la loi, et qui est ouverte seulement à raison d'un dommage causé au plaignant est un droit accordé très largement. Une importante restriction : d'après les articles 479 et suivants du Code d'Instruction criminelle, les délits, mais non les crimes commis par les magistrats, les officiers de police judiciaire et certains hauts fonctionnaires comme les grands officiers de la Légion d'Honneur, les généraux de division, ne peuvent être poursuivis devant la Cour d'Appel qu'à la requête du procureur général. A cet égard, il y a exception à la règle générale qui permet à la partie lésée d'agir directement. Toutefois, si le procureur général prend l'initiative d'intenter l'action publique, la personne lésée peut se constituer partie civile.

Par contre, la constitution de partie civile sans qu'il y ait dommage personnel direct et appréciable est parfois possible : C'est ainsi que les syndicats professionnels ont la faculté de défendre en justice les intérêts collectifs de leur profession, de se porter partie civile et de mettre ainsi en mouvement l'action publique pour la répression des infractions professionnelles, des fraudes commerciales et agricoles.

Avant la loi de 1920, la jurisprudence avait hésité à donner ce droit aux syndicats. Cependant, un Arrêt des chambres réunies du 5 avril 1913 (1) avait clos la discussion en leur faveur. Enfin la loi de 1920 a déclaré expressément : les syndicats « peuvent devant toutes les juridictions exercer tous les droits réservés à la partie civile relativement aux faits portant un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif de la profession qu'ils représentent ».

Une fois constituée, la partie civile a un droit de regard sur le déroulement de l'Instruction, elle y prend même une part très active, sinon aussi importante que celle du Ministère public. La crainte de laisser l'action civile empiéter sur l'action publique, ou l'entraîner malgré elle, le désir de sauvegarder l'inculpé contre d'incessants et inconsidérés retards provoqués par une partie civile chicanière, le respect de l'autorité de la chose jugée avaient conduit à restreindre les droits de la partie civile. Mais une jurisprudence bienveillante a largement ouvert à la partie civile l'accès des voies de recours.

L'examen des différentes phases de l'Instruction va nous permettre d'étudier les limites du droit de la partie civile de faire opposition aux ordonnances du juge d'instruction, de la suivre dans son intervention devant la chambre des Mises en accusation, et de préciser les conditions d'un pourvoi en cassa-

(1) S. 1920-1-49.

tion contre les arrêts de la chambre des Mises (2).

Enfin, nous aborderons la question si controversée du rôle de la partie civile dans la réouverture de l'Instruction sur charges nouvelles.

SECTION I.

L'Opposition aux ordonnances du juge d'instruction

La partie civile n'a pas seulement le droit de former opposition aux ordonnances, elle jouit aussi depuis la loi du 22 Mars 1921, presque des mêmes garanties que celles accordées par la loi du 8 Décembre 1897 à l'inculpé. Un bref rappel de ces garanties est utile pour saisir exactement la situation de la partie civile au moment où les voies de recours vont s'ouvrir à elle.

§ 1. : *Situation de la partie civile à l'instruction*

La loi du 8 Décembre 1897 avait introduit chez le juge d'instruction un personnage nouveau : « le conseil ». Mais cette innovation ne concernait que l'inculpé. Et la partie civile se trouvait désavanta-

(2) Nous nous contentons de rappeler qu'il y a des cas exceptionnels où les ordonnances juridictionnelles du juge d'instruction sont en dernier ressort et susceptibles de pourvoi en Cassation.

Articles 34, 80, 81, 86 C. I. Cr.

gée. Le Conseil de l'inculpé assistait aux interrogatoires et confrontations, il avait eu connaissance de la procédure : il possédait donc tous les éléments nécessaires pour préparer utilement un mémoire. Au contraire toute l'instruction se passait en dehors du Conseil de la partie civile, qui n'était même pas présent lorsque la partie civile était interrogée. La loi du 22 Mars 1921 a remédié à cette situation défavorable, et a fait bénéficier la partie civile des mêmes avantages que ceux consentis à l'inculpé.

En effet, la partie civile, du fait de sa constitution, devient un témoin reprochable. Elle peut être responsable même pénalement du procès répressif envers l'inculpé, elle est responsable envers l'Etat des frais, dont elle doit parfois faire l'avance. Il est donc naturel que, comme l'inculpé, elle ait la faculté d'être assistée à l'instruction préparatoire d'un conseil jouissant des mêmes prérogatives que celui de l'inculpé auquel la procédure doit être également communiquée.

L'article 10 décide en effet qu'« il doit être donné immédiatement connaissance au conseil de toute ordonnance du juge par l'intermédiaire du greffier ».

Deux questions se posent.

a) *Que faut-il entendre par ordonnances.*

Le greffier devra-t-il faire connaître tous les actes d'Information ? Dans ce cas l'Instruction en sera extrêmement et inutilement ralentie

Les ordonnances intéressant le Conseil sont les seules ordonnances à caractère juridictionnel, par exemple l'ordonnance de mise en liberté, d'interdiction de communiquer, de soit communiqué, de clôture. De celles-là seules il sera prévenu.

b) *En second lieu, de quelle façon faire connaître au Conseil ces ordonnances ?*

Un raisonnement d'analogie, combinant l'article 9, § 4, avec l'article 10, fait décider que le greffier, sitôt l'ordonnance rendue informera le Conseil de son objet, sinon de son texte, par une lettre missive recommandée. Le même raisonnement amène à regarder cette communication comme obligatoire sous peine de nullité.

§ 2. : *A quelles ordonnances du juge d'Instruction la partie civile peut-elle faire opposition ?*

La partie civile peut-elle former opposition à toutes les ordonnances du juge d'Instruction ? Peut-elle, comme le ministère public, faire opposition dans tous les cas ? L'article 135 du C. I. Cr., semble lui refuser ce droit absolu, en énonçant limitativement les ordonnances susceptibles d'opposition. En effet, l'article 135 renvoyant aux articles 114-128-129 et 539 C. I. Cr. spécifie que la partie civile est recevable à former opposition à l'ordonnance de mise en liberté provisoire (art. 114), de non-lieu (art. 128), à l'ordonnance de renvoi en simple poli-

ce (129) qui entraîne la fin de la détention préventive, à l'ordonnance de renvoi en police correctionnelle, lorsque ce renvoi entraîne la mise en liberté du prévenu (art. 131), et aux ordonnances statuant sur une exception d'incompétence (art. 539).

Mais l'art. 135 ajoute que la partie civile a le droit de faire opposition « à toute ordonnance faisant grief à ses intérêts civils ». Ne semble-t-il pas ainsi offrir à la partie civile un droit aussi général, aussi absolu que celui accordé au ministère public, qui n'aurait d'autres limites que le seul intérêt, condition ordinaire et extensible de l'action. Par suite, la Chambre des Mises en accusation, en présence d'une opposition à une ordonnance du juge d'instruction devrait seulement apprécier si l'intérêt est suffisant. Elle ne prononcerait l'irrecevabilité du recours que si ce dernier était une façon détournée d'exercer un contrôle sur l'action publique elle-même. Et les partisans de cette thèse ajoutent qu'il faut comprendre, par ordonnance faisant grief aux intérêts civils, toutes les décisions qui peuvent influer plus ou moins directement sur la solution de la question des dommages-intérêts.

Les adversaires, au contraire, limitent le recours de la partie civile aux cas prévus dans l'article 135 et portant, en plus, directement préjudice à ses intérêts pécuniaires. Ils refusent donc de donner un champ sérieux à l'application de la formule générale qui termine le paragraphe de l'article 135. Dans ce sens, un arrêt de la Cour d'Appel de Paris

du 26 Novembre 1901 (3) décide que l'opposition de la partie civile à une ordonnance de renvoi pur et simple devant le tribunal correctionnel n'est pas recevable.

« Il s'agissait d'une information ouverte contre un individu inculpé d'abus de confiance et le plaignant s'était constitué partie civile devant le juge d'instruction. Arrêté le 5 Août 1901, cet inculpé avait été mis en liberté provisoire le 13 du même mois. Le 5 Novembre suivant, il fut renvoyé devant le tribunal de police correctionnelle. Opposition fut formée dans les délais de la loi par la partie civile qui soutenait que les faits relevés constituaient des abus de confiance qualifiés à raison desquels la Cour d'Assise était seule compétente » (4).

Cette opposition fut déclarée irrecevable par la Chambre des Mises en accusation. « Considérant qu'à la vérité les dispositions de l'alinéa de l'art. 135 sont purement énonciatives, mais que cet article, après avoir énuméré certains cas, limite *in fine* le droit d'opposition de la partie civile aux ordonnances faisant grief à ses intérêts ; que tel n'est pas le cas déféré à la Cour ; que la loi donne le droit à la partie civile de décliner la compétence du tribunal correctionnel devant le tribunal correctionnel lui-même, légalement saisi par l'ordonnance de

(3) D. 1902-2-269.

(4) Code d'Inst. Cr. annoté G. Le Poittevin. Tome 1, page 475 N° 18.

renvoi et par la citation, et qui juge du fond l'est également de l'exception. »

Sans doute, comme dit M. Georges Leloir dans une note parue sous l'arrêt précité, la partie civile n'a qu'un intérêt indirect, du point de vue pécuniaire à ce que l'affaire soit jugée par la Cour d'Assises au lieu de l'être par le Tribunal correctionnel.

Mais cet intérêt est suffisant pour qu'elle puisse prétendre que l'ordonnance rendue fait grief à ses intérêts civils. En effet, comme l'indique M. Garraud, devant le tribunal correctionnel, la partie civile peut encourir une condamnation aux dépens, même si son point de vue triomphe ; devant la Cour d'Assises, au contraire, elle ne répond des frais qu'autant qu'elle succombe (5). En second lieu, la partie civile devant la juridiction correctionnelle ne peut obtenir des réparations pour le délit civil dont elle se plaint, si le délit pénal n'est pas reconnu, tandis que la Cour d'Assises peut, même après l'acquiescement du prévenu, statuer sur les dommages-intérêts dus à la partie civile. Nous nous élevons donc contre l'interprétation restrictive de l'article 135. Elle nous semble d'abord contraire au texte. La phrase « et à toute ordonnance faisant grief à ses intérêts civils » n'est ni explicative ni limitative mais énonciative. Et surtout cette interprétation, comme le dit M. Garraud, « tend à restreindre le rôle de la partie civile déjà trop sacrifiée par le Code

(5) Code I. C. art. 366.

d'Instruction criminelle » ; La réparation ne doit pas être séparée de la répression : ce sont deux éléments corrélatifs de la réaction sociale » (6).

Ne cherchons donc pas, lorsque le texte ne nous y contraint pas, à réduire la légitime influence qu'il faut accorder à la partie civile dans ce procès pénal. Et nous lui reconnaitrons le droit de faire opposition non seulement aux ordonnances énoncées dans l'article 135 et que nous avons citées plus haut, mais encore aux ordonnances faisant grief à ses intérêts civils, telles que l'ordonnance de renvoi pur et simple devant un tribunal correctionnel.

Dans le sens de cette extension du droit de la partie civile, il faut citer le fameux arrêt de la Ch. Cr. en date du 8 Décembre 1906 (7). La partie civile a-t-elle le droit de former opposition à une ordonnance portant refus d'informer ou, en d'autres termes, le juge d'instruction doit-il informer après constitution de partie civile, alors même que le ministère public requiert non lieu d'informer ? Cette question met en jeu la détermination des droits respectifs des citoyens et du ministère public, en un mot « le problème des rapports de l'individu avec l'Etat » (Rapport M. Conseiller Laurent Atthalin). La Cour de Cassation a jugé qu'une telle opposition était recevable, et que le juge d'instruction doit, sous peine de déni de justice, procéder à une information « attendu que l'art. 63 C.I. Cr. renferme « l'un des tempéraments apportés par la loi, au

(6) Traité d'Instruction criminelle, Tome III p. 379.

(7) D. 1907-1-207.

« principe général suivant lequel, aux termes de
« l'article 1^{er} du même code, l'action pour l'appli-
« cation des peines n'appartient qu'aux fonction-
« naires auxquels elle est confiée par la loi » et « at-
« tendu que la poursuite suscitée par la partie ci-
« vile devant le juge d'instruction offre donc néces-
« sairement, aussi bien que celle qui résulte d'une
« citation directe, les mêmes caractères que si elle
« avait été requise par le ministère public (8).

§ III : *Conditions nécessaires à l'exercice du
droit d'opposition par la partie civile*

L'art. 135 pose une seule condition : être partie civile. Il est donc indispensable d'avoir la qualité de partie civile pour former opposition à une ordonnance rendue au cours de l'Instruction ou qui la termine. Le principe est en effet que pour exercer une voie de recours il faut toujours être partie à la décision envisagée.

De la nécessité d'être partie civile, nous tire-

(8) Toutefois la partie civile ne peut former opposition à l'ordonnance de mainlevée de dépôt ou d'arrêt rendue par application de l'art. 94 (l'art. 94 stipule en effet, que ces ordonnances ne peuvent être attaquées par voie d'opposition) et non plus, à l'ordonnance qui décide que le juge d'instruction fera ou ne fera pas tel acte ; en effet la partie civile est sans qualité pour requérir un acte d'information déterminé, tel que la délivrance d'un mandat, une perquisition, une audition de témoin, une expertise, etc..., et elle ne peut exercer un recours contre les ordonnances qui ont pour objet l'exécution de cet acte.

rons deux conséquences, partant deux conditions pour pouvoir faire régulièrement opposition.

a) D'abord c'est à la patrie civile régulièrement constituée et non au simple plaignant que l'art 135 permet de faire opposition (9). Le plaignant n'est pas partie au procès, et ne supporte pas les frais de procédure.

b) En second lieu le plaignant ne pourrait, même en se constituant partie civile dans la dite opposition, exercer un recours contre les ordonnances du juge d'instruction. Cette constitution serait en effet tardive et ne saurait rendre l'opposition recevable.

Cette solution de prime-abord paraît en contradiction avec les termes de l'art. 67 C. I. Cr. qui accorde au plaignant le droit de se porter partie civile en tout état de cause jusqu'à la clôture des débats et qui s'applique aussi bien à la procédure préparatoire qu'à la procédure définitive.

Mais cette contradiction n'est qu'apparente.

L'ordonnance une fois rendue, l'instruction est clôturée ; il n'y a plus de « cause », à laquelle puisse se rattacher une partie civile, puisque le juge d'instruction est dessaisi. Pour saisir la Chambre des mises en accusation il eût fallu être partie dans une instance qui se trouve actuellement terminée.

Mais si l'une des parties forme opposition et remet ainsi en question « la cause » devant la Chambre des Mises, le plaignant peut alors intervenir

(9) Cass. 17 août 1878 (S. 79-1-436).

comme partie civile, bien que ne s'étant pas constitué en cette qualité devant le juge d'instruction. Nous ne réduisons donc pas le champ d'application de l'art. 67 C. I. Cr. Nous nions uniquement la possibilité d'un recours contre une décision à laquelle l'opposant n'était pas partie.

§ IV : *Les délais de l'opposition*

a) *Durée.*

Dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, l'exercice de l'opposition a été restreint par un délai fort limité. Aux termes de l'art. 135 « l'opposition devra être formée dans un délai de 24 heures ». Il commence à l'expiration du jour où l'ordonnance a été signifiée. Ce délai est absolument de rigueur à l'égard de la partie civile. Toute ordonnance à laquelle il n'aura pas été fait opposition dans ce délai acquiert autorité de la chose jugée. Il en est ainsi, alors même que le lendemain du jour où l'ordonnance a été rendue est un jour férié « Attendu qu'en matière criminelle tous les jours sont « utiles ; que la loi ne distingue pas entre les jours « fériés et ceux qui ne le sont pas ; que les termes de « l'art. 135 sont impératifs ; qu'ils disposent formellement que l'opposition devra être formée « dans les 24 heures ; qu'ainsi ce délai dont la « brièveté est suffisamment justifiée par la nature

« de l'acte, ne saurait être prolongée par aucun motif » (10).

La loi du 13 avril 1895 a bien spécifié que « toutes les fois que le dernier jour d'un délai quelconque de procédure, franc ou non, est un jour férié, ce délai sera prolongé jusqu'au lendemain ». Mais cette disposition comme l'ancien art. 1033 Code Proc. Civ. qu'elle a remplacé, s'applique exclusivement aux matières civiles et commerciales (11).

b) *Point de départ* :

Le délai d'opposition court contre la partie civile « à compter de la signification qui lui est faite de l'ordonnance, au domicile qu'elle a élu dans le lieu où siège le tribunal ». Il faut combiner cette disposition de l'art. 135 avec l'art. 68 qui ne force la partie civile à élire domicile dans l'arrondissement où se fait l'instruction, qu'autant qu'elle n'y était pas déjà domiciliée. Le point de départ du délai sera donc la signification faite, soit au domicile élu, soit au domicile réel de la partie civile (12).

Mais le délai ne court pas contre la partie civile tant que l'ordonnance ne lui a pas été signifiée. Faute de signification, l'ordonnance ne peut devenir définitive. Et même si la partie civile en avait connaissance, même si elle en avait demandé une expédition, la connaissance acquise ne vaudrait pas si-

(10) Cass. 31 décembre 1858. (S. 59-1-279).

(11) En sens contraire Poitiers 29 déc. 1851. (D. 53-5-267).

(12) Cass. 16 mars 1849. (D. 49-1-138).

gnification, lorsqu'il s'agit de faire courir un délai.

Si la partie civile néglige de se conformer aux dispositions de l'art. 68 et n'élit pas domicile dans l'arrondissement, elle n'a pas le droit à la signification des ordonnances et le délai court à compter du jour où ces dernières ont été rendues. De même un arrêt de Cass. du 6 juin 1833 (13) admet la validité d'une signification faite au domicile élu de la partie civile alors que celle-ci a élu un nouveau domicile sans notifier le changement au ministère public.

c) *Effet suspensif du délai :*

Ce délai de 24 heures a par lui même un effet suspensif. Le changement apporté par l'ordonnance à la situation antérieure ne peut avoir lieu qu'à l'expiration du délai d'opposition. Ainsi une ordonnance de mise en liberté provisoire est rendue le mercredi. Si elle est signifiée le jeudi à la partie civile, cette dernière a la journée du vendredi pour faire son opposition. Le prévenu ne pourra être mis en liberté que le samedi si, bien entendu, la partie civile ou le ministère public n'usent pas de leurs droits.

§ V : *Formes de l'Opposition*

Les formes de l'opposition ne sont pas déterminées par la loi. On en conclut que l'opposition qui

(13) B. N° 220.

est un véritable appel peut être interjetée suivant la prescription de l'article 3, au greffe du Tribunal du juge qui a rendu l'ordonnance sans qu'il soit nécessaire de la notifier au prévenu (14) ; mais cette forme n'est pas exclusive de toute autre ; une signification faite aux deux parties, le procureur de la République et l'inculpé est aussi admise pour la partie civile : c'est le même moyen que celui imposé par la loi au procureur général (15).

Mais quand et pourquoi adopter telle ou telle forme d'opposition ? Ne pourrait-on trouver un critérium au milieu de toutes les décisions sur la matière ? (16). En effet un arrêt de Cassation du 9 juillet 1904 (17) admet que l'opposition de la partie civile peut être également formée par une signification au parquet du procureur de la République ; auquel cas elle doit être signifiée en même temps à l'inculpé qui a bénéficié de l'ordonnance. Il a été jugé aussi que la partie civile peut former son opposition par voie d'exploit.

Pour notre part nous adoptons la distinction proposée par M. Garraud. Celui-ci, dans son traité théorique et pratique d'instruction criminelle (tom III p. 381), établit une distinction entre le cas où la partie civile attaque par voie d'opposition une ordonnance de mise en liberté provisoire où il y a un

(14) Cass. 8 février 1855. (B. N° 34).

(15) Crim. 14 mars 1913. (D. 1914-1-44).

(16) Cass. 9 juillet 1904 (D. 1905-1-341) et Note de M. Leloir (S. 1907-1-60).

(17) D. 1905-1-341.

texte précis, l'art. 119 qui édicte une règle impérative, et les autres cas, notamment celui où l'opposition est formée contre une ordonnance de non lieu.

a) *Lorsque la partie civile attaque une ordonnance de liberté provisoire*, il est prudent et même obligatoire à notre avis d'appliquer le texte de l'art. 119 modifié par la loi du 14 juillet 1865 « L'opposition ou appel devra être formé dans un délai de 24 heures... L'opposition ou appel sera consigné sur un registre tenu au greffe à cet effet ». Ainsi l'opposition est complètement assimilée à l'appel des jugements correctionnels (18).

b) *Lorsqu'il s'agit par contre de l'opposition qui peut être faite contre d'autres ordonnances*, par exemple contre une ordonnance de non lieu, aucune forme n'est imposée par la loi. La jurisprudence admet, soit la déclaration au greffe, soit la notification comme en matière de jugement par défaut. La déclaration au greffe saisit la chambre d'accusation aux yeux des parties et il n'est pas nécessaire d'en informer l'inculpé. Mais si la partie civile fait opposition par voie d'exploit, elle doit, non seulement signifier son opposition au procureur de la République, mais encore à l'inculpé, sans quoi celui-ci serait dans l'impossibilité de préparer sa défense et de la présenter devant la Chambre des mises en accusation (19).

(18) Crim. 9 décembre 1911 (D. 1912-1-343). Crim. 26 avril 1902 (D. P. 1904-1-317).

(19) Cass. 9 juillet 1904. (D.P. 1905-1-341 et la note de M. Leloir). Paris 11 février 1908. (D. P. 1908-2-183)

§ VI : *Effets de l'Opposition*

Elle produit un effet suspensif et un effet dévolutif :

a) *Un effet suspensif* : L'opposition suspend l'effet de l'ordonnance et contraint le prévenu à garder prison, s'il est détenu.

b) *Un effet dévolutif* : L'opposition de la partie civile saisit la Chambre d'accusation non seulement de l'action civile mais aussi de l'action publique.

L'ordonnance attaquée est donc soumise à une révision non seulement dans l'intérêt particulier de l'opposant, mais aussi dans l'intérêt de l'action publique. En effet, la Chambre d'accusation, devant qui l'opposition est portée est compétente pour statuer sur le bien ou le mal fondé de l'action civile ; elle examine s'il y a lieu de renvoyer le prévenu devant un tribunal de répression. Cette exception est formellement indiquée par le Code I. Cr. Alors que les articles 202, 216, 373 limitent expressément aux intérêts de la partie civile les effets de l'appel d'un jugement correctionnel ou du pourvoi en cassation les articles 135, 217, 229, 230, au contraire, font produire à l'opposition de la partie civile les mêmes effets qu'à l'opposition formée par le ministère public. De là deux conséquences :

1° La partie civile peut faire rapporter même au point de vue de l'action publique une ordonnance de non lieu à laquelle le ministère public

n'aurait pas fait opposition et qu'il aurait acceptée (20).

2° Une fois l'opposition formée la juridiction est saisie dans l'intérêt public comme dans l'intérêt privé, solidaires à un tel point que si la partie civile se désistait de son opposition, ce désistement ne désaisirait pas les juges et ne les empêcherait pas de prononcer la mise en accusation, s'ils trouvaient des indices suffisants de culpabilité (21).

On se trouve donc en présence d'une exception importante au principe de la séparation des deux actions, destinée à garantir les particuliers contre l'absence de poursuites pour les crimes et délits commis à leur préjudice, quand ils ne peuvent user de la citation directe. Grâce à elle, pour qu'aucune poursuite n'ait lieu, il faut que la chambre d'accusation ait décidé « il n'y a lieu de suivre ».

SECTION II

Les oppositions aux ordonnances du juge d'instruction devant la Chambre des Mises en accusation

Le juge d'instruction n'est dans ses attributions d'instruction qu'un premier degré de juridiction.

(20) Cass. 3 nov. 1887 (D. 88-1-236) — 28 avril 1892, (D. 92-1-631) — 29 avril 1893, (D. 93-1-326) (Motifs).

(21) Cass. 10 mars 1827 (S. 27-1-357). En sens contraire F. Hélie T. 5 N° 2106.

L'opposition à ses ordonnances est portée devant la Chambre des Mises en accusation, qui constitue le deuxième degré de juridiction. Elle apprécie la régularité de l'opposition qui la saisit ; elle examine si la partie qui a exercé le recours avait qualité pour faire opposition, si l'opposition a été faite dans les délais, et enfin, si les formes exigées pour sa validité ont été observées.

§ 1. : *Procédure*

La procédure est la même que lorsque la chambre est saisie par une ordonnance de transmission. Elle est écrite et secrète et non contradictoire (art. 225, C. I. Cr.).

Quelle part la partie civile prend-elle au déroulement de la procédure devant la Chambre d'accusation ? Le principe est que la Chambre juge sur rapport sans entendre ni le prévenu, ni la partie civile, ni les témoins. Toutefois, aux termes de l'art. 217, § 2 du C. I. Cr. « la partie civile et le prévenu pourront fournir tels mémoires qu'ils estimeront convenables ».

Deux questions se posent :

Le mémoire est-il un moyen pour la partie civile d'instituer un débat contradictoire, ou est-ce une faculté illusoire ?

La partie civile a-t-elle droit à la communication de la procédure ?

1°) Il est certain que le législateur n'a jamais

eu l'intention de permettre à la partie civile et à l'inculpé de rouvrir le débat par le dépôt d'un mémoire.

Le prévenu et la partie civile ne peuvent adresser à la Cour que des Mémoires écrits qui sont lus par le greffe en l'absence des parties. C'est là une simple faculté que la loi leur accorde, et dont ils peuvent ou non user à leur gré. Ce n'est pas un élément indispensable à l'instruction et ce moyen de défense laissé à la libre disposition des parties n'a pas en réalité de sanction effective. Ces mémoires devront être fournis dans le délai de 10 jours accordé au procureur général pour la mise en état de l'affaire et la production de son rapport et sans que le rapport puisse en être retardé (art. 217, C. I. Cr.). Mais aucune disposition ne prescrit au procureur général d'avertir le prévenu et la partie civile du jour où les pièces sont déposées au greffe, et les mémoires risquent fort d'être déposés en retard. Il est vrai que, dans le cas où la Chambre des Mises est saisie par voie d'opposition, les parties sont suffisamment averties par la signification de l'opposition, du délai dans lequel leurs mémoires doivent être déposés.

La Cour peut aussi, sans toutefois y être obligée, accorder à la partie civile ou au prévenu qui en font la demande, un délai supplémentaire pour leur permettre de préparer leurs mémoires (22). Par contre, il est de principe que le délai fixé par l'art. 217

(22) Cass. 25 juillet 1872 (D. 72-1-428). Poitiers 29 janvier 1901 (D. 1901-2-159).

peut être abrégé toutes les fois qu'il est possible de procéder plus rapidement à l'expédition de l'affaire (23).

Cette faculté de déposer un mémoire est donc une garantie que la jurisprudence respecte, mais dont la rigueur même des délais réduit beaucoup la portée.

2°) La faculté accordée à la partie civile de fournir un mémoire implique-t-elle le droit d'exiger communication de la procédure ?

Avant la loi de 1897, il était de principe que l'instruction était secrète en matière criminelle jusqu'au moment où l'accusé avait été interrogé par le président de la Cour d'Assises.

La loi de 1897 et celle de 1921 n'ont en rien modifié cette situation. Il ne faut pas toutefois en déduire que cette communication soit impossible, et soit nécessairement refusée. Aucun texte du C. I. Cr. ne permet à la partie civile d'exiger cette communication. Mais la loi ne dit nulle part qu'une contravention à la règle de la procédure secrète entraînera la nullité (24). Toutefois, il appartient au procureur général seul d'autoriser cette communication (25).

(23) Cass. 23 avril 1903 (D. 1906-5-69) 4 mai 1907 (S. et P. 1907-1-528).

(24) Jugé pour le prévenu Cass. 6 janvier 1893 (D. 93-1-102).

(25) Jugé pour le prévenu: Cass. 5 juillet 1855 B. N° 239.

§ 2. : *Les Arrêts de la Chambre*

Si la procédure est complète la Chambre des Mises commence par examiner la régularité de l'opposition au fond et en la forme. Ensuite elle rend une décision motivée « appelée arrêt, mais qui est en réalité une ordonnance et qui clôture l'instruction » (26) :

Les arrêts de la Chambre d'accusation se divisent alors en 2 groupes bien distincts :

— Si la Chambre juge l'opposition irrégulière, elle la rejette ; c'est un arrêt de non lieu. Le prévenu doit alors être mis en liberté et les pièces saisies restituées (art. 229 C. I. Cr. modifié par la loi du 17 juillet 1856).

— Si la Chambre juge l'opposition régulière, elle l'examine et rend, soit un arrêt de renvoi devant le tribunal de simple police, le tribunal correctionnel ou la Cour d'Assises (art. 230-231 C.I.Cr. modifiés par la loi du 17 juillet 1856) soit un arrêt de plus ample informé (art. 228 C. I. Cr.).

§ 3. : *Les Dommages intérêts*

Aux termes de l'art. 136, la partie civile qui succombera dans son opposition sera condamnée aux dommages-intérêts envers le prévenu.

(26) P. et R. Garraud, *Traité d'instruction criminelle*, T. III N° 1049).

I. — Il y a donc deux points certains :

a) C'est d'abord la compétence exclusive de la Chambre des Mises en accusation pour prononcer cette condamnation dans l'arrêt qui rejette l'opposition. Mais, si, cette chambre a omis de lui accorder ces dommages intérêts, le prévenu a-t-il le droit de les réclamer par action principale devant une juridiction civile ? Certains auteurs l'ont prétendu (27). D'autres ont distingué suivant que le prévenu avait, ou non, formé une demande devant la Chambre. Dans le second cas seulement sa demande serait recevable. Ces deux systèmes sont à rejeter : l'art. 136 attribue spécialement à la Chambre des Mises en accusation le droit d'accorder des dommages intérêts au prévenu ; elle seule possède tous les éléments d'appréciation ; elle seule peut les accorder comme conséquence du rejet fait par elle de l'opposition de la partie civile. Si elle a omis de statuer, un pourvoi peut être fait contre son arrêt, mais son silence ne saurait ouvrir au prévenu la voie civile (28).

b) Le deuxième point certain c'est le droit absolu pour la Chambre d'Accusation d'accorder des dommages intérêts et d'en fixer le montant.

La Chambre n'a pas à rechercher si l'opposition a fait du tort au prévenu, et spécialement à été cause d'une prolongation de sa détention préven-

(27) Bourguignon *jurisp. des C. Crim.* I. P. 311.

(28) Faustin Hélie V. 2122.

tive. Le prévenu a droit à des dommages-intérêts lors même qu'il n'a pas été détenu (29).

Le dommage résulte en effet du recours, de l'incertitude qu'il a fait peser sur sa situation, du doute qu'il a jeté sur son innocence, et du trouble qu'il peut causer à son industrie (30).

« Les dommages intérêts ont donc pour base
« unique le fait de l'opposition formée par la par-
« tie civile ; ils sont par suite indépendants de ceux
« qui pourraient être prononcés pour dénonciation
« calomnieuse ou même pour plainte téméraire. Ces
« derniers dommages intérêts doivent être deman-
« dés à la juridiction compétente et non à la Cham-
« bre des Mises en accusation qui commettrait un
« excès de pouvoir en les accordant » (31).

II. — Il existe par contre de très sérieuses difficultés : 1° sur l'étendue du droit à la Chambre ; 2° sur les recours dont sa décision pourrait être susceptible.

a) Les dommages intérêts doivent-ils être prononcés d'office en cas de rejet de l'opposition de la

(29) Cr. 10 juin 1813. R. Dal. Appel criminel 58 ; Cr. 1^{er} avril 1824. R. Dal. instr. crim. 857 in fine.

(30) Faustin Hélie V. 2120.

(31) R. Garraud, op. cit., tome III N° 1074. Remarquons en effet que la Chambre tient de l'art. 136 un pouvoir exceptionnel. Il est de principe que les juridictions dont la forme de procéder n'est ni publique ni contradictoire ne peuvent prononcer des condamnations contre les citoyens. Cette disposition de l'article 136 est donc de droit étroit et doit être interprétée restrictivement.

Cass. 25 août 1837. (B. N° 252).

partie civile ? Ne doivent-ils au contraire être accordés sur demande du prévenu. Nous en tenant à notre idée déjà exprimée, que les dommages intérêts résultent du recours seul, nous estimons qu'il y a là une disposition impérative de la loi, et qu'ils doivent être alloués sans que le prévenu ait à les demander.

1^o Les auteurs se partagent sur la question. Carnot a écrit : « Le Code d'Instruction criminelle n'impose pas l'obligation de les demander au prévenu. La condamnation de la partie civile aux dommages-intérêts est la conséquence nécessaire du débouté de son opposition » (art. 136, n^o 2) ; puis, plus loin : « Cet article (art. 136) se borne à dire que la partie civile qui succombera sera condamnée, ce qui ne présente pas l'idée d'une demande préalable » (32).

2^o Mais les partisans de la thèse contraire objectent qu'il y a là une grave dérogation aux principes généraux d'après lesquels le juge ne peut statuer sur choses non demandées, puisque celui qui détient un droit est libre ou non de l'exercer (33).

Un arrêt de la Cour de Caen du 22 juillet 1912 (J. et P. 1913-2-363) indique que les articles 159, 191, 358, 359, 366 C. instr. Cr. sont formels pour

(32) Art. 136, observ. addit. N^o 2. — Dans ce sens Faustin Hélie V. 2121. — Mangin Instr. crim. II N^o 56, p. 107, Villey p. 303 note I.

(33) Dans ce sens Bourguignon J. des C. Criminelles I. p. 310. Legraverend Tr. législation crim. en France II p. 424.

exiger cette condition. En l'absence d'une demande faite par l'inculpé, la Chambre des mises ne peut rendre à son profit une décision éclairée. Elle n'a aucun élément d'appréciation, car le dossier lui permet bien de se renseigner sur la gravité des charges recueillies contre le prévenu, mais non sur le dommage que cause à celui-ci l'opposition de la partie civile.

D'un autre côté, justifier l'allocation de dommages-intérêts en l'absence de toute demande de l'inculpé par l'idée que le législateur a institué une pénalité contre l'opposant téméraire, c'est se heurter à une autre difficulté. Si telle avait été la volonté du législateur, il se serait exprimé autrement. La loi aurait été rédigée comme en matière d'appel ou d'inscription de faux : elle eût édicté contre la partie civile une amende fixe.

Mais c'est que précisément l'art. 136 introduit un droit exceptionnel. La partie civile, en vertu de l'art. 135 fait revivre l'action publique, malgré la règle qu'elle ne peut agir que dans la limite de ses intérêts privés. Aussi, pour contenir cette action exorbitante, l'art. 136 oblige une juridiction qui statue sans débat oral, à prononcer une condamnation contre la partie civile qui aura porté à la légère son action devant Elle. Cette sanction est applicable d'office. C'est d'ailleurs en ce sens que s'est prononcée la Cour de Cassation « attendu que cette disposition du Code est claire, précise, et impérative ; qu'elle rend indispensable la condamnation de la partie civile aux dommages intérêts du prévenu,

lors même que celui-ci n'en a pas formé la demande » (34).

Il nous faut cependant admettre avec M. Garraud un tempérament à cette règle, le même que celui admis en matière de frais. Si l'opposition est rejetée par suite d'un fait nouveau qui modifie la situation, et qui ne permet pas de considérer comme téméraire le recours qui a été formé, une condamnation de la partie civile à des dommages-intérêts manquerait de base juridique.

b) Si la Chambre a alloué les dommages intérêts, la partie civile condamnée peut-elle former opposition sous prétexte qu'elle n'a pas été entendue ? Certainement non. La partie civile opposante a fait valoir tous ses moyens pour la réformation de l'ordonnance. L'arrêt est contradictoire envers elle pour ce qui touche le fond du débat. Or la condamnation aux dommages intérêts n'est qu'une conséquence nécessaire du mal fondé de ses conclusions. La Cour de Cassation n'a eu à décider sur la question par aucun arrêt formel. Mais elle s'en est occupée comme nous le font savoir les notes 299 et 308 du président Barris. « Lors de la délibération (arrêt du 6 nov. 1823) la Cour a unanimement reconnu que la partie civile serait non recevable à former opposition devant la Chambre d'accusation, à la condamnation qui aurait été prononcée contre elle ». L'arrêt de la

(34) Cass. 6 nov. 1823 (S. chron. 1822-24-1-331) et Cass. 6 février et 14 juin 1913. (S. 1917-1-177). — Limoges 2 mai 1842. (S. 42-2-517).

Chambre des Mises est donc contradictoire vis-à-vis du prévenu et de la partie civile, et sa décision sur le chiffre des dommages intérêts n'est susceptible d'aucun recours sauf, à notre avis, d'un pourvoi en cassation dans les conditions ordinaires de ce recours.

SECTION III

Le pourvoi en Cassation de la Partie civile contre les arrêts de la Chambre des Mises en accusation

Quels sont les droits de la partie civile à l'encontre des arrêts de la Chambre d'accusation ? Une jurisprudence constante enferme le droit de se pourvoir en cassation de la partie civile dans d'étroites limites. C'est la révélation d'une contradiction certaine dans le système général de l'instruction préparatoire : la partie civile peut faire une opposition à une ordonnance de non lieu ; elle n'a pas qualité pour se pourvoir en cassation contre un arrêt la confirmant.

Examinons successivement les droits de la partie civile à l'égard des arrêts de non lieu, de mise en accusation, et de renvoi en simple police ou correctionnelle qui peuvent être rendus par la Chambre.

§ 1^{er}. — *Le pourvoi de la partie civile contre les arrêts de non lieu est irrecevable en principe*

Les arrêts de non lieu des chambres des mises

en accusation ne peuvent être attaqués par la partie civile isolément, car ils n'appartiennent pas à celle-ci d'exercer l'action publique. « Attendu que la partie « civile n'exerce point l'action publique, et que ses « actes ne mettent en mouvement et ne conservent « cette action, que dans les cas exceptionnels formellement prévus par la loi, tels que ceux des art. « 135 et 182 du C. instr. Cr.; que le droit qu'accorde l'art. 135 à la partie civile de former opposition aux ordonnances du juge d'instruction et de conserver ainsi l'action publique, n'a point été étendu au pourvoi en cassation, contre les arrêts de non lieu rendus par la Chambre des mises en accusation... Cela est de jurisprudence constante (35).

En fait les inconvénients de cette jurisprudence étroite sont atténués par quelques correctifs.

a) La Cour de Cassation admet que, si le ministère public a formé un pourvoi contre l'arrêt de non lieu, ce dernier n'a pas acquis son caractère définitif de chose jugée sur l'action publique. Et comme cette action est portée par le fonctionnaire qui en a l'exercice devant la Cour de Cassation, la partie civile peut alors se pourvoir incidemment contre l'arrêt de non lieu, « attendu que les arrêts « de la Chambre des Mises en accusation mettent

(35) Cass. 3 nov. 1887. (S. 1888-1-48).

Cass. 29 avril 1893. (S. et P. 1893-1-336).

Cass. 2 janvier 1896. (S. et P. 1896-1-112).

Cass. 12 mai 1899. (S. 1900-1-544).

« fin à l'action publique s'ils ne sont point attaqués
« par le procureur général, (36) attendu que
« si la partie civile est sans qualité pour former
« seule un pourvoi contre les arrêts de non lieu
« rendus par la Chambre des Mises en accusation...,
« elle est au contraire recevable, en principe, à se
« pourvoir contre ces arrêts, lorsque ceux-ci sont
« attaqués par le ministère public, dont l'interven-
« tion met obstacle à l'extinction de l'action pu-
« blique » (37). La partie civile greffe donc son
pourvoi incident pour ses intérêts civils sur celui
du ministère public (38).

b) D'autre part, toutes les fois que l'arrêt de non lieu contiendra, à l'égard de la partie civile, un grief immédiat, et ayant le caractère de chose définitivement jugée, la partie civile aura qualité et intérêt à se pourvoir. C'est le cas où la partie civile a été condamnée à des dommages-intérêts au profit du prévenu en vertu de l'article 136.

Elle est alors recevable à se pourvoir contre les arrêts de non lieu dans la partie où les dits arrêts prononcent des condamnations civiles (39). Mais la seule condamnation de la partie civile aux dépens de son opposition est insuffisante pour lui donner

(36) Cass. 12 mai 1899 précité.

(37) Cass. 29 déc. 1910. (S. 1913-1-227).

(38) Cass. 29 déc. 1910 précité. Cass. 19 octobre 1925.
(S. 1926-1-236).

(39) Cass. crim. 5 février 1931 (Gaz. Pal. 1931-1-692).

Cass. 21 juillet 1922; (S. 1922-1-335).

Cass. 19 octobre 1925 précité.

capacité de se pourvoir. « Attendu que la disposition relative aux frais n'est que la conséquence de la règle suivant laquelle les dépens doivent être supportés par la partie qui succombe » (40).

c) L'idée qui justifie cette deuxième exception est également à la base d'une autre règle jurisprudentielle. « La partie civile peut se pourvoir en Cassation contre tous les arrêts interlocutoires de la Chambre des Mises en accusation qui décident d'une question préjugéant le fond et faisant grief à la partie civile » (41). C'est ainsi que la partie civile peut se pourvoir contre les arrêts déclarant uniquement sans statuer du fond, sa constitution irrecevable (42). Elle le peut aussi contre ceux qui rejettent son opposition à l'ordonnance par laquelle un juge d'instruction a refusé d'informer sur sa plainte. En effet, la loi, en donnant à la partie civile la faculté de frapper d'opposition les ordonnances de non lieu rendues par le juge d'instruction, a conféré par cela même à quiconque prétend user de cette faculté le droit de se pourvoir contre tout arrêt qui lui en refuse l'exercice et d'appeler la Cour de Cassation à apprécier si elle lui appartient (43).

(40) Cass. 17 février 1916 (S. 1919-1-152).

Cass. 14 juin 1913. (S. 1917-1-177).

Dans le même sens. Cass. 29 déc. 1910 précité.

(41) P. et R. Garraud T. V. N° 1843.

(42) Cass. 17 août 1878. (S. 79-1-436) 27 octobre 1911 (S. 1913-1-420). 16 novembre 1923 B. Cr. N° 398.

(43) Cass. 17 janvier 1919. (D. 1920-1-39).

Cass. 5 nov. 1920. (S. 1923-1-387).

Cass. 29 janvier 1927. (D.H. 1927 p. 327).

De plus, une interprétation désormais constante de l'art. 63 C. I. Cr. reconnaît aujourd'hui que la victime, en se constituant partie civile, met en mouvement l'action publique, en ce sens que le juge d'instruction a le devoir d'informer. Si donc, le juge refuse de le faire, l'action publique ne peut être considérée comme éteinte, puisqu'il n'a pas été statué à son sujet. Et le droit de se pourvoir en cassation est pour la partie civile un complément nécessaire à celui de mettre l'action publique en mouvement.

Ajoutons que la jurisprudence a aussi admis le pourvoi de la partie civile contre les décisions qui, sans renvoi ou mise en accusation, statuent au grief des prétentions de la partie civile sur une question de compétence (44), et contre l'arrêt de la chambre des mises en accusation confirmant, sur l'opposition de la partie civile, l'ordonnance du juge d'instruction mettant le prévenu en liberté provisoire.

Dans ces divers cas, l'action publique n'est pas éteinte, et la partie civile est recevable à formuler son pourvoi.

§ 2. : *La partie civile n'est pas recevable à se pourvoir contre les arrêts de mise en accusation*

La partie civile ne peut se pourvoir contre les

(44) Cass. 25 oct. 1811. (B. cr. N° 145).

Cass. 29 sept. 1843. (S. 43-1-824).

Cass. 23 Déc. 1926. (Gaz. Pal. 1927-1-217) (S. 1928-1-116).

arrêts de mise en accusation. Cette solution s'appuie sur une double raison : une raison de texte et une raison de manque d'intérêt.

Les articles 296 à 298 parlent uniquement du ministère public et de l'accusé, et le silence de la loi à l'égard de la partie civile oblige à refuser à cette dernière le droit d'un pourvoi.

Ensuite et surtout la partie civile n'a aucun intérêt à se pourvoir contre l'arrêt de mise en accusation. En effet, même si elle soutenait avec raison que le fait n'aurait pas dû être qualifié crime, et aurait dû être jugé par le tribunal correctionnel ou de simple police, elle est toutefois assurée que, quelle que soit la qualification attribuée au fait en question, la Cour d'Assises restera saisie en vertu de son privilège de juridiction. Elle pourra toujours statuer sur les intérêts civils, quelle que soit la décision rendue, et même en cas d'acquiescement.

§ 3. : Le pourvoi de la partie civile n'est pas recevable à l'encontre des arrêts de renvoi en simple police ou en police correctionnelle

En l'absence de textes sur la matière, la jurisprudence a admis que le pourvoi en cassation de la partie civile était irrecevable, faute d'intérêt (45). La jurisprudence soutient en effet que la partie civile voit tous ses intérêts sauvegardés par

(45) Cass. 14 mai 1819 principe. (S. 1819-1-270).

le fait même qu'un renvoi est ordonné devant une juridiction répressive, quelle qu'elle soit, puisqu'elle pourra obtenir des dommages-intérêts aussi bien devant un tribunal de police que devant une cour d'assises.

Il faut, à notre avis, s'élever contre cette interprétation de la théorie du défaut d'intérêt. Elle est exagérée et par suite inexacte. En effet, la partie civile a un intérêt qui devrait suffire à lui ouvrir la voie du pourvoi en cassation, à faire décider qu'un prévenu doit être renvoyé non pas devant un tribunal de police mais devant la Cour d'assises, car en cas de relaxe de l'accusé, c'est uniquement devant cette dernière juridiction qu'elle pourra obtenir des dommages intérêts.

§ 4. : *Délai imparti à la partie civile
pour formuler son pourvoi*

Comme il n'est permis à la partie civile de se pourvoir, ni contre un arrêt de mise en accusation, ni contre un arrêt de renvoi, et qu'elle n'a pas ainsi à bénéficier du délai spécial prévu aux articles 296 à 299 pas plus qu'à prendre parti dans la *controverse classique* sur les délais du pourvoi contre un arrêt statuant sur la liberté provisoire, il reste à appliquer l'art. 373 : « La partie civile aura aussi le même délai (de 3 jours) ; mais elle ne pourra se pourvoir que quant aux dispositions relatives à ses intérêts civils » le délai est de « 3 jours francs après celui où l'arrêt

« aura été prononcé » et ne comprend, ni le jour où « l'arrêt est prononcé, ni le dernier des 3 jours. Ainsi un arrêt rendu le 1^{er} du mois est valablement attaqué le 5 (46) et le pourvoi formé le 6 ne serait pas recevable, à moins que le 5 ne fût un jour férié et que le demandeur ne justifiât de ses diligences pour réaliser sa déclaration de pourvoi » (47).

Toutefois, on peut négliger cet ancien arrêt, car, depuis, il a été jugé qu'un pourvoi formé après l'expiration du délai légal, est néanmoins recevable s'il est établi que la déclaration du pourvoi a été faite en temps utile, et, n'a été reçue tardivement que par suite d'un obstacle indépendant de la volonté du déclarant (48).

Par suite de cette limitation des droits de la partie civile, il n'y a plus aucun rapport entre le droit d'opposition aux ordonnances du juge d'instruction, très largement accordé, nous l'avons vu, à la partie civile, et le droit de se pourvoir en cassation, très rarement reconnu. Sans aller jusqu'à réclamer pour elle, comme le fait M. Catineau, les mêmes droits que le ministère public, nous estimons que la partie civile devrait pouvoir faire redresser par elle-même

(46) Cass. 14 oct. 1856. (D. 56-1-405).

(47) Faustin Hélie Prat. crim. T. 1. N° 919.

Dans le même sens, Cass. Cr. 22 juin 1900 (D. 1900-1-616).

En sens contraire, Cass. 12 février 1808 (S. Chron. 1808-1-488).

(48) Cass. 5 mai 1900. (D. 1900-1-344).

Sic. Cass. 18 juillet 1880. (S. 82-1-288).

Cass. 26 aril 1872 Bull. N° 100.

un arrêt irrégulier, négligeant une formalité substantielle, ou un arrêt décidant à tort que le fait incriminé constitue un délit et non un crime (49).

(49) Nous rappelons ici une question qui s'est d'ailleurs posée très rarement en pratique, c'est celle de savoir si la partie civile peut se pourvoir isolément contre les ordonnances du Premier Président de la Cour d'Appel, remplissant en vertu de l'art. 484 c. instr. crim. les fonctions confiées au Juge d'Instruction. Un arrêt récent de la Cour de cassation du 7 septembre 1925 (S. 1927.1.113) lui a refusé ce droit, motif pris de ce que ni l'art. 484 c. instr. crim. ni aucun autre texte de loi ne conférerait à la partie civile le pouvoir de faire revivre par un pourvoi en cassation l'action publique éteinte.

L'arrêt étend à ces ordonnances la solution établie pour les arrêts de la Chambre des Mises en accusation qui ne peuvent en principe, ainsi que nous venons de l'indiquer, être déferés à la Cour Suprême.

Mais cette extension ne paraît pas aller aussi simplement qu'on pourrait le croire. En effet, l'art. 502 c. instr. crim. déclare formellement que toutes les dispositions du Code, non contraires aux formes expressément fixées pour la procédure extraordinaire de mise en accusation des magistrats ou d'officiers de police judiciaire, seront observées. Or dans l'art. 135 c. instr. crim. que la Cour de cassation paraît vouloir écarter du débat, il y a l'affirmation d'un principe : c'est que la partie civile peut demander la réformation des ordonnances du magistrat instructeur qui font grief à ses intérêts civils. Naturellement et ainsi que nous l'avons vu, ce droit s'exerce devant la Chambre des Mises en accusations quand l'ordonnance attaquée est du premier degré.

Mais naturellement aussi, lorsque cette ordonnance est en premier et en dernier ressort, ce droit devrait, semble-t-il, pouvoir s'exercer devant la Cour de cassation.

On comprend mal, en effet, parce que la dignité de magistrat instructeur s'est élevée, que la partie civile fût dépourvue de tout moyen pour demander la réparation de ce qui a été pris contre ses intérêts civils. D'autre part, la voie de droit que l'on ouvre à la partie civile est conciliable avec la position élevée qu'occupe dans la hiérarchie judiciaire le magistrat instructeur. Il paraîtrait donc normal d'admettre la partie civile, contrairement à la solution donnée par la Cour de Cassation, à se pourvoir contre les ordonnances rendues par le Premier Président de la Cour d'Appel en vertu de l'art. 484 C. I. Cr. (Cf. note J. A. Roux, sous arrêt Cass., 7 septembre 1925, **précité**).

SECTION IV

La partie civile et la Réouverture de l'Instruction sur charges nouvelles

§ 1^{er}. : *Position de la question*

Le prévenu en faveur duquel est intervenu un arrêt de non lieu, ou une ordonnance de non lieu devenue définitive, ne peut plus être poursuivi en raison du même fait ; il est protégé par l'autorité de la chose jugée. Mais les articles 246 et 247 du C.I.Cr. prévoient une exception à ce principe, lorsqu'il survient de nouvelles charges.

La partie civile est-elle recevable, sans l'appui du ministère public, à remettre en mouvement l'action publique, en se basant sur la survenance de charges nouvelles ? Ou bien doit-on considérer qu'elle pourra tout au plus, réunir de nouvelles charges et que seul le ministère public pourra faire rouvrir l'instruction ?

La question ne s'était jamais posée en pratique jusqu'à ces dernières années, car généralement le ministère public suivait. Un arrêt de la Chambre Criminelle du 8 décembre 1906 avait bien déclaré nettement que la juge d'instruction, quand il est saisi par la plainte de la partie civile, se trouve dans la même situation que lorsqu'il est saisi par le mi-

nistère public. L'arrêt estimait en effet que l'art. 63 établit au profit de la partie civile « un droit parallèle à celui du ministre public » lequel droit représente plus spécialement en matière de crimes « l'équivalent légal et nécessaire de la protection qu'assure le droit de citation directe en matière correctionnelle et de simple police ». Mais cet arrêt n'avait pas été rendu sur le droit que posséderait la partie civile de faire rouvrir l'instruction, mais sur les suites nécessaires de sa première constitution. La doctrine, nous le verrons plus loin, s'est partagée sur la question. Enfin, du point de vue législatif, il est intéressant de citer l'exposé des motifs de la loi du 22 Mars 1921 qui étend à la partie civile les droits conférés à l'inculpé par la loi de 1897. On n'avait pas accordé en 1897 ces droits à la partie civile, parce que, disait M. Jean Dupuy, rapporteur au Sénat, « les intérêts de la partie civile sont, en général, des intérêts pécuniaires moins importants que ceux du prévenu ». L'exposé des motifs de la loi de 1921 critique cette opinion, et un des arguments fournis est le suivant : « Seule, en effet, la partie civile peut subir de l'instruction un préjudice définitif. Si la plainte est écartée par le juge d'instruction et par la chambre des mises en accusation, *ce rejet est définitif à son égard*, sauf pourvoi en cassation, s'il y a méconnaissance du droit, tandis que l'inculpé conserve tous ses droits et tous ses moyens devant les juridictions saisies du fond ».

La question a donc été longuement controversée, et encore qu'elle ait été tranchée par un arrêt

des Chambres réunies en date du 29 Janvier 1931, elle présente plus qu'un intérêt historique, étant donné l'autorité des opinions en présence, et l'importance du droit envisagé.

§ 2. : *Les Thèses en présence*

Faut-il étendre les droits de la partie civile tels que les a consacrés l'arrêt du 8 décembre 1906 au cas où, après une ordonnance de non lieu, surviennent des charges nouvelles motivant de la part de la personne lésée une demande de réouverture de l'instruction ? Ou bien, au contraire, l'art. 63 du C.I. Cr. n'est-il applicable qu'en s'en tenant à la lettre même, c'est-à-dire uniquement lorsqu'il s'agit d'une plainte de la partie civile, non pas à raison de charges nouvelles survenues depuis la clôture de l'instruction, mais à raison du fait même qui lui porte préjudice : il en résulterait que la partie civile est irrecevable à provoquer une nouvelle mise en mouvement de l'action publique, lorsque ce fait a déjà donné lieu à une instruction.

I. — La première thèse qui demande l'égalité des droits de la partie civile et du ministère public, aussi bien en ce qui concerne l'ouverture de l'information originaire, qu'en ce qui concerne sa réouverture sur charges nouvelles, a été admise par la Cour de Paris, admise sur renvoi par la Cour de

Rouen, et appuyée de l'autorité des professeurs Hugueney et Fréjaville (50).

Cette thèse invoque 2 séries d'arguments :

a) Les premiers tendent à démontrer qu'il doit y avoir égalité de droits entre la partie civile et le ministère public pour provoquer et faire rouvrir une instruction. Cette opinion a de très fortes racines dans notre ancien droit. Jusqu'au ^{xiii}^e siècle règne la procédure accusatoire pure. Les particuliers lésés par l'infraction agissent seuls et demandent à la fois réparation et punition. Au ^{xiii}^e siècle apparaît la procédure inquisitoire des Cours d'Eglise. Au ^{xiv}^e siècle, interviennent les procureurs du seigneur ou du roi « dont le rôle fut tout d'abord uniquement d'engager le juge à se saisir d'office de l'affaire, puis ils dénonçaient tous les crimes, soit en se présentant seul, soit en se joignant à un particulier lésé. Le rôle d'abord effacé de cet « officier du ministère public ne cessera de croître en même temps que s'affermira l'autorité royale. Pothier (Procédure criminelle, t.X de l'édition Buguet, p. 388) indique que « chez les Romains, chaque citoyen avait le droit d'intenter l'accusation des crimes contre ceux qui les avaient commis. Dans notre droit, ce soin est réservé à certains officiers, qu'on appelle partie publique... » Mais il ajoute tout de suite que les crimes « qui offensent

(50) Le premier, dans une note au Sirey sous l'arrêt de la Cour de Paris (S. 1929-2-49).

Le deuxième, dans une note au Dalloz sous l'arrêt de la Ch. crim. (D. 1929-1-148.)

quelque particulier dans sa vie, son honneur ou ses biens » peuvent être poursuivis par la partie offensée, mais cette dernière « en intentant l'accusation contre le coupable du crime » ne peut demander « qu'une réparation civile ». Jousse (51) affirme très nettement que la partie civile avait des droits au moins aussi étendus que le ministère public « la partie civile est toujours préférée à la partie publique dans la poursuite de l'accusation ; elle est aussi nommée dans tous les actes de procédure et ces actes se font sous son nom et à sa requête ; le procureur du roi, ou Fiscal, est seulement joint aux qualités ». Faustin Hélie montre les avantages que présente l'apparition de la partie publique et cite un passage de Pierre Ayrault : ce fut « une grande douceur à la Société humaine que de remettre en une personne seule ce qui est simplement du public et d'ôter toutes ces actions populaires et la licence vague et indéfinie de se rechercher et entremanger » (52). Mais Faustin Hélie ajoute que dans la pratique on confondait encore, au seizième siècle, la peine et la réparation. Il indique, comme Esmein, que quand il y a une partie civile, le Ministère public n'est que partie jointe.

A la fin de l'Ancien Droit la Grande ordonnance de 1670 marque la continuation du développement de l'autorité royale, et elle pose le principe que seul le ministère public est l'accusateur. Mais la délimitation des pouvoirs du Ministère public et de la par-

(51) Justice criminelle, t. III, p. 71, n° 158.

(52) Instr. Jud. L. III, p. 195.

tie civile est assez difficile à faire. Et si la partie civile ne peut plus demander, qu'une réparation pécuniaire, elle met néanmoins en mouvement l'action publique et elle oblige le procureur du Roi à amener l'inculpé devant les juges.

Les partisans de cette opinion, après avoir ainsi évoqué l'ancien droit, discutent les textes mêmes du C. I. Cr.

L'article premier, aux termes duquel « l'action pour l'application des peines n'appartient qu'aux fonctionnaires auxquels elle est confiée par la loi » semble poser un principe général. Mais l'article 63 C. I. Cr., rédigé en termes très larges : « Toute personne qui se prétendra lésée par un crime ou un délit, pourra en rendre plainte et se constituer partie civile devant le juge d'instruction soit du lieu du crime ou du délit, soit du lieu de résidence du prévenu, soit du lieu où il pourra être trouvé », n'est pas seulement une exception à la règle établie par l'article premier. Il constitue, comme l'article premier, une disposition de principe concernant tout ce qui a trait au mouvement et à la reprise de l'action publique. La partie civile se trouve donc placée par le Code lui-même sur un pied d'égalité avec le ministère public.

Et la jurisprudence elle-même a semblé bien longtemps consacrer une telle interprétation. Dans plusieurs arrêts de la Ch. Criminelle de la Cour de Cassation, les deux actions publique et privée sont déclarées « parallèles ». On ne manque pas non plus d'invoquer certains passages de l'arrêt du 8

Décembre 1906 où l'on peut lire « que la partie civile a un droit parallèle à celui du ministère public » et aussi que « la poursuite suscitée par la partie civile devant le juge d'instruction offre les mêmes caractères que si elle avait été requise par le ministère public ». M. le Conseiller Atthalin, dans son rapport (53), attire l'attention sur ce fait qu'« une instruction préalable est l'unique procédé qui permette de recueillir les témoignages et d'opérer les constats sans lesquels la conviction du juge ne pourrait se former ». Dès lors, dit-on, si l'on admet que la constitution de partie civile entraîne la mise en mouvement de l'action publique, si l'on estime que cette faculté est nécessaire pour sauvegarder les droits de la partie civile, pourquoi lui denier le droit de faire examiner de nouvelles charges par la justice, pourquoi, si elle peut provoquer une instruction, ne pas lui permettre d'exiger un nouvel examen, de nouvelles constatations sur des faits nouveaux et troublants ? Le lui refuser, c'est limiter la portée du principe général posé par l'art. 63 C. I. Cr. Cet article ne reçoit dans le Code aucune dérogation. Le principe de l'égalité du ministère public et de la partie civile subsiste : il faut donc appliquer l'art. 63 même après clôture de l'instruction, si des charges nouvelles surviennent.

b) Cette argumentation portait sur les principes mêmes du Code. Les partisans de cette thèse

(53) D. 1907-1-207.

croient avoir trouvé une autre raison décisive dans l'art. 248 C. I. Cr. La survenance de charges nouvelles, disent-ils, ne donnent pas lieu à un complément d'instruction, mais à une instruction nouvelle, différente en tous points de la première. En effet, le § 1^{er} de l'art. 248 C. I. Cr. déclare *in fine* qu'il sera procédé « à une nouvelle instruction ». Puisqu'il s'agit donc d'une nouvelle instruction, ce n'est pas la même que la première. La première instruction ne se continue pas ; elle est éteinte. Nous nous trouvons en face d'une instruction distincte s'ouvrant sur des charges inconnues jusqu'alors. Ainsi, la partie civile n'a pas épuisé le droit qu'elle tient de l'article 36. « Ce n'est pas une reprise de l'instruction qu'elle sollicite, c'est une instruction dont elle réclame l'ouverture ». (Opinion rapportée puis combattue par M. le Conseiller Mornet, arrêt 29 Janvier 1931 (54).)

II. — Tels sont les principaux arguments à l'appui de la thèse favorable à la partie civile, mais qui a été condamnée par la Chambre criminelle et finalement par un arrêt des Chambres réunies du 29 Janvier 1931 (55).

La thèse de la Cour de Cassation avait été défendue aussi par M. Maurice Gégout (56) et elle est forte de l'autorité des professeurs Garraud et Roux. M. Garraud écrit, dans son « Traité de l'Instruction

(54) Gaz. Pal. 1931-1-249.

(55) Gaz. Pal. 31-1-249.

(56) S. 1930-1-313.

criminelle » (N° 1093), « la partie civile ne peut évidemment pas, soit par voie de plainte simple, soit par voie de plainte contenant constitution de partie civile, obliger le juge d'instruction à reprendre l'affaire, ou le président de la chambre des mises en accusation à désigner un conseiller pour informer ». M. Roux a dit, dans son « Cours de Droit Criminel » (57) : « La demande de reprise de l'instruction sur charges nouvelles ne peut émaner de la partie civile. »

Dans un article de 10 pages paru dans les *Etudes Criminologiques* (58), M. Desbois examine la question de la réouverture de l'instruction sur charges nouvelles. « Le législateur, en *confiant au seul Ministère public* la clef qui permet de rouvrir l'instruction, était dominé par le désir d'éviter les reprises arbitraires : c'est pourquoi il a concentré les pouvoirs qu'il institue entre les mains du ministère public. »

Forts d'une telle autorité, les partisans de cette thèse s'attaquent aux arguments de leurs adversaires que nous avons exposés.

a) Et d'abord s'agit-il vraiment, comme on croit pouvoir l'affirmer, d'après l'art. 248, d'une « nouvelle instruction ». C'est donner à ces mots un sens exagéré. Car cette « nouvelle instruction » fait corps avec la première. On compare les nouvelles

(57) T. II, n° 346.

(58) 1929, p. 177.

charges aux anciennes jugées insuffisantes. Cette instruction complète la première, puisque l'inculpation et l'infraction reste la même. Et d'ailleurs il ne faut pas prendre au pied de la lettre l'expression « nouvelle instruction ». Il s'agit là d'une reprise d'instance. Et M. le Procureur général Matter dans ses conclusions sur l'arrêt des Chambres réunies précité en fait la démonstration. « Je prends, dit-il, le texte de l'article 247 : « Sont considérées comme charges nouvelles les éléments de nature, soit à fortifier les preuves que la première aurait trouvées trop faibles, soit à donner aux faits de nouveaux développements utiles à la manifestation de la vérité ». Ainsi, fortifier ou développer l'ancienne instruction tel est le but de la nouvelle recherche. Il n'y a pas entre les deux instructions de coupure, c'est une même information qui reprend, et non l'ancienne qui se continue : elles ne font qu'un ».

b) Examinant ensuite le fond de la question les adversaires de la théorie extensive de l'art. 63 prétendent qu'on a vu à tort dans le dit article un principe général d'une portée semblable à celle de l'art. 1^{er}. Dire que l'article 1^{er} n'est qu'une de ces affirmations générales que le législateur place au début de son œuvre (59) c'est méconnaître la portée de ce texte. Comment s'exprime en effet l'article 1^{er} : « L'action, pour l'application des peines, dit-il,

(59) Note de M. Demogue sous l'arrêt de 1906 (S. 1907-1-377).

n'appartient qu'aux fonctionnaires auxquels elle est confiée par loi » ; n'est-ce pas là au contraire un principe absolu ne supportant pas de dérogations ? On est d'autant plus porté à le croire que le texte primitif était conçu d'une façon plus vague. Le procès verbal de la séance du Conseil d'Etat du 17 Fructidor an XII (60) rapporte que le projet portait simplement : « L'action publique est exercée par des fonctionnaires établis à cet effet ». Les rédacteurs du Code ont craint évidemment de ne pas poser assez nettement le principe, et ils ont substitué à la première rédaction une seconde qui, elle, ne laisse aucun doute.

Et l'article 63 n'est qu'une exception apportée à ce principe. Comme toute exception elle doit être interprétée restrictivement. L'art. 63 est donc de droit étroit. Or que dit-il exactement « Toute personne qui se prétendra lésée par un crime ou délit, pourra en rendre plainte, et se constituer partie civile devant le juge d'instruction ».

La victime peut donc porter plainte en fondant ses prétentions sur un fait qualifié crime ou délit, mais non sur les charges qui permettront de faire imputer les faits à celui dont elle se plaint. Une fois le non lieu intervenu, « la survenance de charges nouvelles ne saurait être considérée comme un nouveau fait lésant la partie civile : c'est un fait nouveau de nature à faire présumer la culpabilité du bénéficiaire du non lieu, ce n'est pas un fait nou-

veau qui porte préjudice à la partie civile ; celui dont elle se plaint est toujours celui à l'occasion duquel elle a déposé sa plainte originaire ; mais l'art. 63 s'il lui permet, en déposant plainte de saisir le juge d'instruction ne lui permet pas en renouvelant, en rendant à nouveau plainte du même fait contre la même personne, de saisir encore le juge dessaisi » (61).

c) Il existe de plus à l'appui de cette opinion un texte. L'article 248 C. I. Cr., qui figure au titre « Des affaires qui doivent être soumises au jury » décrit la procédure à suivre en cas de survenance de charges nouvelles après un arrêt de non lieu rendu par la Chambre d'accusation : « En cas de charges nouvelles l'officier de police judiciaire ou le juge d'instruction adressera sans délai copie des pièces et charges au procureur général près la Cour d'appel ; le président de la Section criminelle, indiquera le juge, devant lequel il sera, à la poursuite de l'officier du ministère public, procédé à une nouvelle instruction ».

C'est donc au procureur général seul qu'il appartient de provoquer la nouvelle instruction, après l'arrêt de la chambre d'accusation. Et il n'y a aucune raison de procéder autrement lorsque c'est après une ordonnance de non lieu non frappée d'opposition que les charges nouvelles se produisent (à

(61) Rapport de M. le Conseiller Mornet sous l'arrêt du 29 Janvier 1931 précité.

la différence près que ce sera le procureur de la République qui requerra la poursuite).

III. — Tels sont les arguments développés à l'appui des deux opinions opposées. Faut-il accorder aux citoyens le droit de mettre indéfiniment en mouvement l'action publique, à raison d'une même infraction peut être fantaisiste ? Nous nous rallions pour notre part, à la thèse de la Cour de Cassation. Une telle interprétation de l'art. 63 correspond au désir du législateur de ne pas reconnaître à la partie civile des droits égaux à ceux du ministère public. Les preuves en abondent : L'art. 202 dispose que si la partie civile peut faire appel ce n'est que quant à ses intérêts civils, alors que le ministère public remet en mouvement l'action publique.

En cas de recours contre les ordonnances du juge d'instruction l'art. 135 C. I. Cr. spécifie que le ministère public peut faire opposition « dans tous les cas », alors qu'un tel droit, nous l'avons vu, n'est pas accordé à la partie civile. Enfin il est impossible à la partie civile de se pourvoir contre un arrêt rejetant son opposition à une ordonnance de non lieu. Nous sommes donc en présence d'un système cohérent, très logique, et qui plus est, très sage.

La loi accorde à la partie lésée le droit de mettre en mouvement l'action publique. La partie civile est donc protégée contre une inertie éventuelle du ministère public. Mais il faut garantir les citoyens contre des poursuites passionnées, reprenant sans cesse leurs cours sur des allégations fantaisis-

tes. Il ne faut pas confondre l'intérêt de la justice avec celui d'une partie chicanière. D'autant plus qu'il reste toujours à la partie lésée la possibilité de recourir à la voie civile, ou de défendre à une action intentée par le bénéficiaire du non lieu. Et M. le Procureur général Matter dans ses conclusions a remarquablement exposé la raison d'une telle attitude de la jurisprudence :

« Permettre à la partie civile de rouvrir l'information déjà close en dehors de tout contrôle du ministère public, ce serait lui permettre d'éterniser le combat judiciaire ; car après une nouvelle clôture d'information réouverte, il faudrait prévoir la suivante plainte avec reroverture d'instruction. Sans doute il pourrait y avoir poursuite en dénonciation calomnieuse, dommages intérêts ; mais l'expérience démontre que cela ne suffirait pas ; le combat ne finirait que faute de combattants ».

CHAPITRE II

DES VOIES DE RECOURS OUVERTES A LA PARTIE CIVILE DEVANT LES JURIDICTIONS DE JUGEMENT

La partie civile, devant les juridictions de jugement, peut user, pour sa défense ou pour faire prévaloir ses prétentions, des voies de recours ordinaires. Celles-ci lui sont ouvertes, sans qu'elle ait à invoquer des griefs spéciaux, sur le seul fondement d'un mal jugé et elles excluent, tant qu'elles sont ouvertes l'emploi des voies de recours extraordinaires. Nous étudierons successivement l'opposition, l'appel et le pourvoi en cassation de la partie civile.

SECTION I

L'opposition aux décisions des juridictions de simple police et correctionnelle rendues par défaut

L'opposition, en ce qui concerne la partie civile, apparaît uniquement comme un procédé dilatoire : il est légitime si la partie civile qui en use, cherche un délai nécessaire ; il peut devenir abusif, lorsqu'il est motivé par le seul désir de retarder la décision du

procès pénal. Cependant la doctrine et la jurisprudence s'accordent pour déclarer que « le droit de faire défaut est un droit de la défense, que la loi a placé dans les mains des parties pour protéger leurs intérêts et qu'ils doivent librement exercer » (1).

La partie civile peut-elle faire opposition à un jugement rendu par défaut. En d'autres termes si la partie civile cite directement un prévenu devant un tribunal correctionnel ou un tribunal de simple police, et qu'elle fasse défaut le jour de l'audience, sera-t-elle recevable à former opposition contre le jugement qui relaxe le prévenu ?

§ 1^{er} : *Ce droit a été contesté à la partie civile pour des motifs tirés des textes et des principes*

a) Les articles 149 et 187 C. I. Cr. ne parlent de l'opposition qu'en ce qui concerne le prévenu. Il faut les interpréter restrictivement, refuser à la partie civile comme au ministère public le droit de former opposition.

b) Le second argument c'est que l'action civile ne peut être portée devant les tribunaux répressifs qu'accessoirement à l'action publique. Or, il a été statué contradictoirement sur cette action, et elle se trouve éteinte par suite du renvoi d'instance du prévenu. Accorder à la partie civile le droit de former opposition, ce serait donc lui permettre de saisir le

(1) Faustin Hélie, op. cité, n° 2956 *in fine*.

tribunal de répression d'une action purement civile. On ajoute, et c'est au fond l'argument essentiel, qu'au point de vue pratique la partie civile est toujours libre de choisir et de fixer la date de son intervention ; elle est donc en faute de ne pas se présenter, ou de ne pas se faire représenter : reconnaître le droit d'opposition à la partie civile serait, contrairement au vœu certain de la loi, permettre de faire traîner en longueur les procédures, et par conséquent, aboutirait à augmenter encore les inconvénients et les abus de la procédure de citation directe aux mains des parties civiles (2).

§ II. — Il est certain que les citations directes des parties civiles, leurs défauts, puis leurs oppositions constituent souvent un ensemble de procédés qui servent de « moyens de vengeance ou de chantage ». Mais de tels arguments se heurtent au principe qui domine la matière : toute partie dans un procès a le droit de n'être pas jugée sans avoir été entendue. L'opposition dérivant du droit de défense est le droit commun pour toute partie défaillante. Au surplus on peut même invoquer, en faveur des parties civiles, des textes comme l'article 188 c. I. Cr. qui parle en termes généraux « des parties qui auront formé opposition » et l'art. 208 qui déclare, sans faire de réserve sur les personnes qui peuvent

(2) G. Roux. Cours de droit pénal et de procédure pénale n° 533, p. 742. Texte et note 2.

Tr. Corr. Seine 17 Mai 1892 (Gaz. Pal. 1892-I-799). — 23 Octobre 1913 (Gaz. Pal. 1913-II-464).

La plupart de ces décisions ont été réformées par des arrêts de la Cour de Paris rapportés infra.

user de cette voie de recours, que « les arrêts rendus par défaut sur l'appel pourront être attaqués par la voie de l'opposition ». Il faudrait donc un texte formel pour enlever ce recours à la partie civile. Et si les art. 149 et 187 ne s'expliquent pas sur l'opposition de la partie civile, ils ne la lui interdisent pas. Or le silence de la loi ne doit pas être interprété contre la partie civile mais en sa faveur. Elle ne s'est pas présentée : il ne serait pas équitable de considérer le jugement comme contradictoire à son égard. Sous l'empire du Code de Brumaire qui cependant ne réglait pas le défaut en matière correctionnelle, la Cour de Cassation admettait déjà l'opposition au profit de la partie civile, comme au profit du prévenu (3).

En Belgique le droit d'opposition de la partie civile a été formellement consacré par modification au texte de l'art. 187, par la loi du 9 mars 1908.

Les auteurs d'ailleurs sont unanimes (4) et la jurisprudence constante en la matière (5).

§ III. — Sans doute le tribunal en faisant droit à l'opposition de la partie civile ne pourra réformer le jugement que relativement aux intérêts civils, puisqu'il a déjà été statué contradictoirement sur l'action publique. Par conséquent si la partie civile

(3) Cass. 29 Floréal An IX. Rep. Dal., v° Jug. par défaut, n° 490 note.

(4) Faustin Hélie : Traité de l'instr. criminelle, t. 6, n° 2959 ; Garraud : Traité de droit criminel, p. 969.

(5) Paris, 13 Nov. 1882 (S. 83-2-216). — Paris, 6 Janvier 1893 (D.P. 93-2-501). — Bordeaux, 6 Janvier 1893 (D.P. 93-2-502). — Cass. 14 Janv. 1892 (S. 92-1-173). — 30 Juin 1899 (S. 1901-1-302). — Cass. 28 Avril 1906 (D. 1906-1-456).

fait retracter le jugement de relaxe rendu par défaut, aucune peine ne pourra être prononcée, et le tribunal statuera seulement sur les dommages intérêts. La jurisprudence a fait plusieurs fois application de ce principe. Et d'abord il est un cas où le droit d'opposition ne saurait être contesté à la partie civile : c'est celui où le jugement statuant sur la demande du prévenu a condamné par défaut la partie civile, à des dommages intérêts vis-à-vis du prévenu. Mais la jurisprudence va plus loin et décide que la partie civile peut former opposition non seulement à un jugement par défaut qui la condamne à des dommages intérêts envers le prévenu, mais aussi à un jugement par défaut qui la déboute de sa demande.

L'arrêt de la Cour de Paris du 13 nov. 1882 (6) a expressément adopté cette solution : « Considérant
« qu'à la vérité l'art. 187 ne mentionne point spé-
« cialement la partie civile comme ayant le droit
« de former opposition au jugement de défaut con-
« gé rendu contre elle, mais que cette voie de recours
« est de droit commun pour tous les condamnés par
« défaut, sans distinction ; qu'au cas de défaut con-
« gé prononcé contre la partie civile non compa-
« rante celle-ci est toujours condamnée aux dépens,
« indépendamment des dommages intérêts qui peu-
« vent être mis à sa charge ; que cette condamnation
« suffit pour légitimer de sa part une opposition, la-
« quelle remet en question non pas les dépens eux-
« mêmes, mais la totalité de la demande à laquelle
« était lié le sort desdits dépens ; considérant que

(6) S. 1883-2-216.

« (la partie civile) était recevable à se pourvoir par
« opposition contre ce jugement dans toutes ses dis-
« positions touchant les intérêts civils.. etc. » (7).

Une doctrine intermédiaire invoquée par plusieurs décisions correctionnelles (8) aurait voulu reconnaître à la partie civile le droit de former opposition seulement dans cette dernière hypothèse, pour laquelle son intérêt apparaît comme certain. « Le
« système est illogique : ou bien la loi accorde le droit
« de former opposition aux seuls prévenus et per-
« sonnes civilement responsables, et la partie civile
« ne peut jamais exercer cette voie de recours ; ou
« bien le droit d'opposition de la partie civile est con-
« forme aux principes généraux sur l'action civile
« et les voies de recours, et ne trouve aucun obstacle
« dans les textes, et la partie civile doit avoir tou-
« jours et dans tous les cas le droit de former oppo-
« sition » (9).

Il est intéressant de rapprocher l'effet produit par l'opposition du cas où la juridiction du second degré est saisi par le seul appel de la partie civile. L'art. 202 C.I. Cr. pose, en matière d'appel correctionnel, un principe qu'il faut étendre à l'opposition. Seule la partie du jugement concernant les intérêts civils pourra être modifiée. Nous sommes bien

(7) Dans le même sens. Cass. 28 Avril 1906, précité.

(8) Paris, 13 Nov. 1882 (S. 83-2-2).

(9) Garraud P. R. op. cit. n° 1645, t. 5.

Les administrations publiques étant assimilées aux parties civiles, peuvent faire défaut, et frapper d'opposition les jugements par défaut qui les condamnent. Cr. 11 Mai 1894 (D.P. 94-1-493), et la note de M. Sarrut.

loin certes des pouvoirs étendus de la partie civile, lorsqu'elle attaquait une ordonnance du juge d'instruction. Mais cette fois l'action publique est éteinte, puisqu'il a été statué contradictoirement à son égard. Seuls restent en présence les intérêts civils.

§ IV. — Le délai accordé à la partie civile pour faire opposition sera de 5 jours, outre un jour par cinq myriamètres, comme dispose l'art. 187. On appliquera à la partie civile les mêmes règles qu'au prévenu. Le délai est franc : il se compose de cinq jours qui suivent celui où la signification du jugement par défaut a été faite. Et ce délai ne peut être prolongé, lors même que le cinquième jour est un jour férié. L'augmentation d'un jour par cinq myriamètres ne s'applique que pour chaque distance complète de cinq myriamètres ; ainsi lorsque l'opposant est domicilié à moins de 5 myriamètres, il n'a droit à aucune augmentation de délai (10).

(10) Cr. 5 Décembre 1903 (D. 1906-1-182).

Nous rappelons ici pour mémoire que les dispositions de l'art. 187 § 3 C. instr. crim. aux termes desquelles l'opposition du prévenu à un jugement de défaut est recevable jusqu'à l'expiration des délais de prescription, ne sauraient s'appliquer à l'opposition faite par la partie civile.

En effet en prolongeant ainsi le délai d'opposition le législateur a montré qu'il entendait accorder au seul défaillant, frappé d'une condamnation générale qu'il a ignorée, une prolongation de délais pour former son recours. Or les mêmes raisons d'humanité ne militent pas pour qu'il en soit ainsi relativement aux jugements qui ne portent pas condamnation, ceux-ci restent donc soumis aux prescriptions impératives de l'art. 187 § 1 C. instr. crim., limitant à cinq jours le délai d'opposition.

Cass. 18 janvier 1901 (D. 1901-1-51), Cass. 27 février 1908 (D. 1908-1-25), Paris 19 mai 1925 (D. H. 1925-504), Faustin Hélie, Pratique criminelle 2^e éd. N° 462.

§ V : *Effets de l'opposition de la partie civile*

Puisqu'il est unanimement admis par la jurisprudence que les parties peuvent faire défaut, il reste à préciser les effets de ce défaut. Plusieurs hypothèses sont à distinguer :

a) Lorsqu'un tribunal de simple police ou de police correctionnelle est saisi par une citation émanant du ministère public : il est bien certain qu'en pareil cas le défaut de la partie civile doit réagir sur ses seuls intérêts civils.

b) Mais si le même tribunal est saisi uniquement par la citation directe de la partie civile, certains jugements (11) ont proposé d'appliquer dans ce cas les règles du Code de Procédure civile sur le défaut congé (art. 154 c. proc. civ.). La partie civile renvoyée par défaut congé ne pourrait attaquer cette décision gracieuse par voie d'opposition. Mais comme cette décision n'aurait pas l'autorité de la chose jugée, la partie civile pourrait reprendre son action, et ramener par une nouvelle citation l'affaire devant le tribunal.

La jurisprudence de la Cour de Cassation (12) repousse cette application du défaut congé en matière répressive. Si l'on peut en effet, en cas de lacune du Code d'instruction criminelle, étendre les règles de la procédure civile à la procédure pénale, encore faut-il que ces règles s'harmonisent avec les

(11) Tr. Corr. Seine 27 Nov. 1912 (Gaz. Pal. 1912-II-672).

Tr. Corr. Seine, 18 Janvier 1913 (Gaz. Pal. 1913-I-109).

(12) Cass. 14 Janvier 1892 (S. 92-I-173).

Cass. 28 Avril 1906 (D. 1906-I-456.)

principes du Code. Or, l'action civile devant les juridictions répressives n'est jamais qu'accessoire par rapport à l'action publique. Le tribunal par la citation directe est saisi définitivement de l'action publique et doit statuer. Sa saisine est épuisée, et l'opposition de la partie civile ne ressaisit le tribunal qu'à l'égard des intérêts civils.

En pratique d'ailleurs beaucoup de tribunaux saisis uniquement par la citation directe d'une partie privée, et ne possédant aucun élément de preuve par suite du défaut de cette partie, se contentent, lorsqu'il n'y a pas d'objection du ministère public, ni du prévenu, de rayer l'affaire du rôle. Le Tribunal n'a pas statué et la partie civile pourra assigner à nouveau. Cette solution est illégale ; mais elle est pratique, et même juste puisqu'elle implique l'adhésion de celles des parties, le prévenu et le ministère public, qui préféreraient une solution immédiate.

c) Le défaut, sur son appel, de la partie civile devant la chambre des appels correctionnels, ne peut avoir d'effet qu'en ce qui concerne la partie civile et ses intérêts civils. C'est la règle normale que nous avons déjà indiquée.

SECTION II

L'appel de la partie civile

Le Code du III Brumaire an IV article 193 n'accordait le droit d'appel qu'aux condamnés. Le Code

d'instruction criminelle, tout en refusant à la partie civile le droit de faire appel en matière de simple police, lui a largement ouvert l'accès de ce recours en matière correctionnelle. Il n'a même pas subordonné l'appel de la partie civile à l'importance de sa demande, comme cela se trouve en matière civile. C'est qu'en effet la partie civile, agissant par la voie répressive, ne demande souvent qu'une réparation de principe peu importante, et réclame surtout que le Tribunal ou la Cour qualifie et condamne les faits reprochés au prévenu.

§ 1^{er}. — *L'appel de la partie civile
en matière de simple police*

a) Les jugements de simple police aux termes de l'article 172, ne peuvent être attaqués que lorsqu'ils prononcent une condamnation à l'emprisonnement ou lorsque les amendes, restitution et autres réparations civiles excèdent la somme de 5 francs, outre les dépens. Cet article a dérogé au droit antérieur qui interdisait tout recours contre les jugements des tribunaux de police.

b) Comme l'article 172 a réglé le droit d'appel d'après la nature ou le taux de la condamnation prononcée, il faut en conclure que c'est exclusivement à la partie condamnée qu'il a entendu conférer ce droit exceptionnel. La partie civile, qui n'obtient pas les dommages intérêts qu'elle sollicitait, à quelque somme qu'elle eut porté ses conclusions, ne peut inter-

jeter appel du jugement qui a acquitté le prévenu. Il en est de même dans le cas d'un jugement d'incompétence (13) et à plus forte raison dans le cas où le jugement alloue à la partie civile des dommages intérêts (14).

c) Mais si la partie civile sur la demande du prévenu est condamnée elle-même à des dommages-intérêts d'une valeur supérieure à 5 francs que faut-il décider ? Suivant l'opinion de le Sellier (15) l'art. 172 indique limitativement les cas dans lesquels les jugements de simple police peuvent être frappés d'appel : or, les réparations civiles qu'il énonce à la suite de l'emprisonnement de l'amende et des restitutions, ne peuvent s'entendre que de celles auxquelles le prévenu a été condamné, et non de celles que le prévenu acquitté aurait obtenues pour une poursuite mal fondée : en conséquence, la partie civile ne peut, pas plus en ce cas que dans les autres, interjeter appel des jugements de simple police.

Au contraire, d'après une autre doctrine à laquelle nous nous rallions, l'art. 172 ne distingue pas entre les réparations dont l'inculpé est passible, et celles auxquelles la partie civile peut être elle-même condamnée, pour avoir mal à propos poursuivi. Aussi convient-il dans ce cas d'accorder à la partie

(13) Cass. 20 Nov. 1846 (S. 47-I-384).

(14) Cass. 24 Juillet 1818 (S. Chr. 1818-I-510 et la note).

(15) Op. cit. T. I, n° 21, p. 30 et s.

civile condamnée reconventionnellement la faculté d'appeler quant à ses intérêts civils (16).

d) Pour le calcul de ces 5 francs il ne faut pas tenir compte des décimes joints à l'amende. Seul le principal doit être pris en considération (17). En effet le législateur n'a eu en vue que le principal de l'amende ; la preuve en est la modicité même des chiffres adoptés par lui, qui ne sauraient représenter l'amende augmentée du décime. En outre, les règles sur le droit d'appel ne peuvent être soumises aux variations des lois fiscales. Ainsi ce n'est pas par la quotité de la demande, mais bien par celle de la condamnation, que la loi décide si le jugement est en premier ou en dernier ressort.

Délai et forme. — Le délai d'appel est de 10 jours. Il court du jour du jugement, si celui-ci est contradictoire, du jour de la signification, si une des parties a fait défaut.

§ II. — *L'appel en matière correctionnelle*

En matière correctionnelle l'art. 202 C. I. Cr. donne à la partie civile le droit d'appeler « quant à ses intérêts civils seulement ».

I. — Il résulte nécessairement du texte que la

(16) Tr. Corr. Perpignan 16 Février 1883. Le Droit du 27 Octobre 1883 et Cass. 17 Nov. 1923 (S. 1924-I-376).

(17) Cass. 13 Avril 1894 (S. 94-I-251).

seule personne, qui puisse se prévaloir de l'art. 202 est celle qui a figuré comme partie civile, c'est-à-dire, qui a tout au moins pris des conclusions en cette qualité devant le tribunal correctionnel, d'où provient le jugement attaqué. L'appel d'un simple plaignant, qui se constituerait partie civile, une fois le jugement rendu et prétendrait user de cette voie de recours, serait irrecevable (18). A plus fort raison la partie qui n'a pas porté plainte ne peut elle interjeter appel du jugement rendu sur la poursuite du ministère public (19). Les voies de recours n'appartiennent en effet qu'aux parties qui ont figuré dans le jugement attaqué. Le plaignant ne pourrait même pas intervenir en cause d'appel, car il ne peut faire par voie d'intervention, ce qui lui est interdit par voie d'appel : ce serait priver le prévenu d'un degré de juridiction (20).

II. — La recevabilité de l'appel n'est pas subordonnée comme en matière de simple police à la condition d'une condamnation à telle ou telle peine. Quelque minime que soit la peine, quelque modiques que soient les indemnités obtenues ou réclamées, tout jugement correctionnel peut être attaqué, par la voie de l'appel, par la partie civile qui se trouve engagée dans l'instance.

Ainsi l'appel de la partie civile quoique cette dernière n'exerce qu'une action civile est soumis

(18) Cass. 10 Nov. 1870 (S. 71-1-112).

(19) Cr. 13 Mars 1806 R. 165.

(20) Cass. 8 août 1845 (B. n° 256).

aux seules formes et aux seules conditions du Code d'I. Cr. Il est donc recevable alors même que la demande en dommages-intérêts, dans laquelle la partie civile a succombé n'excédait pas 1.500 frs. ? Il y avait là sans doute une véritable antinomie entre la loi civile et la loi criminelle, puisque la même demande au-dessous de 1.500 frs. était ou non susceptible d'appel, selon qu'elle avait été portée devant le tribunal correctionnel ou devant le tribunal civil souvent composé des mêmes magistrats (21). Mais l'article 199 déclare d'une façon générale que les jugements correctionnels sont susceptibles d'appel et l'article 202 donne à la partie civile le droit d'appeler de ces jugements quant à ses intérêts civils sans aucune restriction. Nous ne pouvons donc limiter ce droit absolu de la partie lésée (22).

(21) Cette antinomie a d'ailleurs disparu tout au moins provisoirement puisque les nouvelles lois qui ont modifié la compétence des juges de paix leur ont attribué connaissance des demandes jusqu'à concurrence de 3.000 francs à charge d'appel, et qu'ainsi en aucun cas les tribunaux civils ne jugent en dernier ressort ; mais l'observation que nous venons de faire n'en est pas moins fondée si la partie lésée, au lieu de saisir les juridictions correctionnelle et civile, s'adresse à la juridiction commerciale qui, elle, statue encore en dernier ressort jusqu'à 1.500 francs.

(22) Le sens de l'expression intérêts civils ne doit pas être restreint aux dommages intérêts réclamés par la partie civile. Elle comprend toute hypothèse où les intérêts de la partie civile se trouvent en jeu. (Cr. 9 Août 1872. D.P. 1872-1-332). C'est ainsi que dans les cas où l'amende a le caractère à la fois de peine et d'indemnité, la partie civile peut, sans le concours du ministère public, interjeter appel du jugement correctionnel qui a refusé de prononcer cette amende. Cr. 12 Août 1837. R. Voiture publique 461 (S. 1837-1-679).

III. — En troisième lieu la partie civile ne peut appeler que quant à ses intérêts civils (23). Hors de là, la partie civile n'a plus d'intérêt, et l'intérêt est la mesure de l'action. Il y a chose jugée en tout ce qui concerne l'action publique, puisque ni le ministère public, ni le prévenu n'ont appelé. « La partie civile, dit Faustin Hélie (24) met en mouvement l'action publique ; elle ne la poursuit pas, et l'appel est un acte de poursuite ; cet acte ne peut donc lorsqu'il émane de cette partie engager une action qui n'est point entre ses mains ». Ainsi l'appel de la partie civile ne renouvelle pas l'impulsion donnée en 1^{re} instance par sa citation ou sa constitution à l'action publique. L'appel de la partie civile est indépendant de celui du ministère public.

Cette indépendance provoque deux effets :

a) L'appel de la partie civile n'influe pas sur l'action publique.

b) Il ne peut aggraver le sort de la partie civile.

A) *Absence d'influence sur l'action publique.* —

Les deux premières conséquences évidentes de ce principe c'est que la partie civile peut ne pas suivre le ministère public dans son appel, et réciproquement, qu'elle peut appeler dans son intérêt du juge-

(23) VI n° 2039.

(24) Sur ce principe certain, Bordeaux 29 Juillet 1830 (S. 31-2-75). Alger, 13 Avril 1888 (S. 89-2-138).

ment qui acquitte le prévenu, alors même que le ministère public y acquiesce.

La troisième conséquence c'est que, comme l'action publique est éteinte par la décision de la 1^{re} instance qui a autorité de la chose jugée en égard aux intérêts publics, l'appel seul de la partie civile ne saurait emporter ni condamnation pénale contre le prévenu, s'il a été acquitté en première instance, ni aggravation de la peine s'il a été condamné. Par contre les juges d'appel ne pourraient pas relaxer le prévenu condamné en 1^{re} instance, ni diminuer la peine prononcée contre lui. Mais il n'en résulte pas que la partie lésée ait son action civile éteinte ni altérée, car l'article 202 est formel. D'autre part cette action, quoique purement civile, ne peut être portée que devant la chambre des Appels correctionnels car un tribunal civil ne peut réformer le jugement d'une juridiction pénale. Les magistrats saisis de cet appel doivent prononcer les réparations demandées par la partie civile si ces réparations dérivent d'infractions que l'extinction de l'action publique ne leur permet plus de punir, mais qu'elle ne les empêche pas de qualifier. Au contraire si les faits qui servent de base à l'appel ne constituent pas des délits, les magistrats d'appel deviennent incompétents, puisqu'ils ne peuvent statuer que sur les dommages-intérêts résultant d'un délit, et ils doivent renvoyer les parties devant les tribunaux civils. La Cour ne peut accorder des dommages-intérêts qu'après avoir constaté l'existence d'un délit.

Mais la Cour peut aussi, sur le seul appel de la

partie civile, rectifier la qualification inexacte des faits déclarés constants à l'égard du prévenu, à condition bien entendu de ne pas modifier la peine (25). De même l'arrêt qui, sans toucher à la déclaration de culpabilité du prévenu faite par les premiers juges, décide que des faits d'escroquerie et d'abus de confiance ont été commis, non pas au préjudice du destinataire des marchandises, comme l'avait déclaré le 1^{er} jugement, mais au préjudice de la Compagnie de Chemins de fer effectuant le transport, ne viole pas la chose jugée ; il ne fait que modifier au point de vue de la réparation du dommage l'indication de la personne, qui en a été réellement victime (26).

Le principe absolu que l'appel de la partie civile n'a d'effet que quant aux intérêts civils et ne peut faire revivre l'action publique, reçoit cependant selon la jurisprudence quelques exceptions :

Si le tribunal correctionnel s'est déclaré à tort incompétent, en se basant sur ce que le fait imputé au prévenu n'est déclaré punissable par aucune loi, ou qu'il est effacé par la prescription, la Cour bien que saisie par le seul appel de la partie civile doit si elle annule le jugement, évoquer l'affaire et statuer à la fois sur l'action civile et sur l'action publique (27). C'est ce qu'indique le président Barris dans sa note 256.

Merlin par contre a soutenu que cet appel de la

(25) Cass. 18 Déc. 1874 (S. 75-1-136).

(26) Cass. 4 Mars 1881 (B. n. 61).

(27) Cass. 7 Juin 1878 (S. 80-1-285).

partie civile, sur déclaration d'incompétence, basée sur ce que le fait imputé au prévenu ne peut donner lieu à aucune action civile, est irrecevable. Mais Faustin Hélie admet la possibilité d'un tel appel, car la partie civile a intérêt à demander la reformation du jugement qui la renvoie devant la juridiction civile sous le prétexte que le fait incriminé n'est pas punissable : elle fera reconnaître qu'elle n'a pas mal intenté son action et se soustraira aux dépens. Toutefois Faustin Hélie estime que la Cour ne peut statuer que sur l'action civile, car l'action publique est éteinte par le défaut d'appel du ministère public.

Nous nous élevons contre cette opinion. Ce n'est pas une raison parce qu'un tribunal a décidé à tort qu'un fait n'est pas punissable, pour dire que l'action publique est éteinte. Elle est plutôt suspendue, car le tribunal n'a statué que sur un incident sans se prononcer sur le fond de l'affaire et cette action publique revit lorsque la Cour déclare la juridiction répressive compétente pour connaître des faits incriminés.

Dans un autre cas, la Cour de Cassation a reconnu le droit d'évocation par la juridiction d'appel des deux actions publique et civile : un tribunal saisi d'une poursuite en abus de confiance avait sursis à statuer jusqu'à ce que le prévenu eût rendu son compte à la Compagnie qui l'employait. La partie civile fit seule appel. La Cour a infirmé ce jugement interlocutoire et évoquant et statuant au fond, a prononcé non seulement sur les intérêts civils, mais encore sur les réquisitions du ministère public

tendant à application de la peine. Un pourvoi formé contre cette décision fut rejeté, « Attendu qu'il n'avait pas été statué en première instance sur l'action publique ; que par conséquent elle n'était pas éteinte, et que l'évocation a eu pour effet d'autoriser le ministère public à la porter directement devant le tribunal supérieur » (28).

La jurisprudence étend donc à cette hypothèse les dispositions de l'art. 215 du C. I. Cr. (29) qui oblige la Cour à statuer sur le fond, lorsqu'elle annule un jugement correctionnel, pour violation ou omission non réparée des formes prescrites par la loi à peine de nullité.

Dans toutes ces hypothèses, la jurisprudence a peut-être exagéré la portée de l'art. 215 : en effet, l'évocation qui supprime la garantie d'un premier degré de juridiction, présente moins d'inconvénients lorsque les premiers juges ont déjà statué sur le fond et qu'il y a seulement annulation pour vice de forme, que lorsque le jugement annulé pour mal jugé n'a statué que sur un incident sans se prononcer sur l'affaire.

A notre avis la Cour, qui a déclaré que les premiers juges s'étaient déclarés à tort incompétents, devrait renvoyer l'affaire devant un autre tribunal correctionnel. Celui-ci statuerait sur les deux actions comme si l'affaire se présentait pour la pre-

(28) Cass. 28 Mai 1851 (B. n. 195). Sic. Cass. 21 Mai 1896 (S. et P. 97-1-157).

(29) Combiné avec l'article 1^{er} de la loi du 29 Avril 1806.

mière fois devant lui. Quoiqu'il en soit, si la jurisprudence admet pour la Cour le droit d'évocation, il faut reconnaître à cette Cour des pouvoirs aussi étendus que ceux du premier juge : elle doit pouvoir statuer aussi bien sur l'action publique que sur l'action civile (30).

Une autre exception est édictée dans les textes en faveur des administrations publiques par ailleurs assimilées aux parties civiles. Les administrations des eaux et forêts, des contributions indirectes et des douanes soutiennent par leur appel non seulement leur action civile, mais encore l'action publique (31). L'Administration des contributions indirectes a même seule ce droit, à l'exclusion du ministère public lorsque la contravention n'est pas susceptible d'une peine d'emprisonnement (32).

B) Le sort de la partie civile ne peut être aggravé par l'appel. — Par suite, la Cour ne peut que confirmer les dispositions du jugement de première instance relatives aux intérêts civils, ou encore les modifier en faveur de la partie civile.

Le chiffre des dommages intérêts alloués par le Tribunal peut être augmenté. Mais il ne saurait être réduit (33). En effet, le principe est que le sort

(30) Cass. 30 Janv. 1885 (S. 86-1-83). — Limoges 28 Juillet 1887 (S. 90-1-550).

(31) C. I. Cr. art. 202 ; code forest. art. 183 et 184. — art. 36, 60 et 61 de la loi du 15 Avril 1829 sur la pêche fluviale.

(32) Bourges, 5 Janvier 1905 (Gaz. Pal. 1905-2-140).

(33) Cass. 7 Déc. 1886 (B. n. 255).

de l'appelant ne peut être aggravé par son seul appel. Dans tous les cas « le chiffre ne peut excéder la somme réclamée » par la partie civile dans ses conclusions (34). Enfin, l'art. 212 du C.I.Cr. attribue au prévenu acquitté le droit de réclamer en instance d'appel des dommages-intérêts contre la partie civile. La Cour peut donc condamner la partie civile à des dommages intérêts envers le prévenu, uniquement pour avoir usé de l'appel (35).

§ III. : *L'Appel incident*

Les dispositions de l'art. 174 C.I.Cr. créaient souvent des difficultés. Il arrivait, en matière répressive, que la partie civile, quoique mécontente des dommages intérêts qu'elle a obtenus, mais dans l'espoir que l'affaire fût vite terminée, acceptât un jugement qui ne la satisfaisait pas complètement. Il y avait accord tacite entre elle et l'accusé. Mais si ce dernier voulait interjeter appel et éviter celui de la partie civile, il faisait appel à la dernière minute. Et la partie civile prévenue trop tard ne pouvait plus demander la modification du jugement.

La loi du 22 Avril 1925 a modifié les articles 174 et 202 du C.I.Cr. Désormais, en cas d'appel d'une des parties, les autres auront un délai supplémentaire de cinq jours pour interjeter appel.

(34) Cass. 23 Nov. 1827 (B. n. 287).

(35) Cass. 24 Janvier 1889 (S. 89-1-352).

I. — *Appel incident en matière de simple police*

Avant la loi de 1925 l'appel incident était incompatible avec les principes régissant l'appel des jugements de simple police. Depuis la loi, et malgré le silence des travaux préparatoires, cet appel paraît possible. Sinon la disposition nouvelle de l'art. 174 serait lettre morte (36).

Si le prévenu ou la personne civilement responsable a interjeté appel principal, la partie civile peut, par voie d'appel incident, demander que les réparations pécuniaires à elles accordées soient majorées. Cette faculté se justifie fort bien : Si le prévenu, malgré le peu d'importance de l'infraction, a réouvert le débat, il est équitable de permettre à son adversaire de faire à nouveau valoir ses prétentions. Toutefois, si un seul des prévenus a interjeté appel principal, il n'est pas possible, à notre avis, à la partie civile, d'englober dans son appel incident tous les condamnés non appelant. Pour être valable, l'appel incident de la partie civile devra être effectué par déclaration au greffe dans le délai supplémentaire de cinq jours. Le Tribunal pourra, par suite dudit appel, supprimer ou augmenter la réparation accordée à la partie civile ou lui en allouer une, si le premier juge l'a refusée.

II. — *Appel incident en matière correctionnelle*

a) La partie civile peut-elle former appel incident ?

(36) F. Goyet. *Lois Nouvelles*, 1925-1-310.

Le nouveau texte est formel dans sa généralité, la partie civile bénéficie sans aucun doute du délai supplémentaire de cinq jours pour faire appel incident.

b) Dans quel cas l'appel incident est-il possible ?

Lorsque le prévenu ou la personne condamnée comme civilement responsable a interjeté appel du jugement du Tribunal correctionnel, la partie civile peut former appel incident. Si un seul des prévenus a fait appel, les termes généraux employés par l'article 203 nouveau autorisent la partie civile à relever appel incident à l'égard de tous ses adversaires.

c) L'appel incident doit être formé par une déclaration au greffe dans le délai de 15 jours (37) qui court soit du jour du jugement rendu contradictoire, soit du jour où le jugement par défaut a été signifié au condamné.

d) La Cour d'appel saisie par l'appel incident de la partie civile ne pourra connaître que de « ses intérêts civils » (38).

Il nous faut donc admettre étant donné le texte de la loi nouvelle d'une part que l'appel incident est désormais possible contre les jugements des tribunaux de « simple police », et d'autre part que le

(37) Ces 15 jours se décomptent ainsi : 10 jours pour former appel principal ; et les 5 jours de l'art. 203 nouveau.

(38) Art. 202 C.I.Cr.

droit d'exercer cet appel appartient nécessairement à des parties qui n'avaient pas le droit d'appel principal (39).

SECTION III

Le pourvoi en cassation

La partie civile avant le Code d'Inst. crim. n'était pas admise à se pourvoir en cassation contre les jugements rendus par les tribunaux répressifs. Les textes qui consacraient cette voie de recours ne parlaient d'une manière nominative que du condamné et du ministère public, sans mentionner les droits de la partie civile ; et la jurisprudence devant le silence de la loi, repoussait toute demande en cassation formée par cette partie (40). Depuis le code, aucun doute n'existe plus sur la recevabilité en principe très étendue du pourvoi en cassation de la partie civile.

La loi établit pourtant pour le pourvoi en cassation de la partie civile une distinction fondée sur la notion d'intérêt entre les décisions en dernier ressort des cours d'Assises et celles des tribunaux de simple police et celui de police correctionnelle (41).

(39) Garraud, op. cit., t. 5, 1712.

(40) Cf. Catineau, thèse Paris 1891.

(41) Lorsqu'elles agissent en qualité de parties civiles, les

§ I. — *Le pourvoi contre les décisions des Cours
d'Assises*

Les décisions qui mettent fin à la poursuite en Cour d'assises peuvent être de trois sortes : ordonnances d'acquiescement, arrêts d'absolution, arrêts de condamnations.

a) contre les ordonnances d'acquiescement et les arrêts d'absolution, l'article 412 dispose que le pourvoi de la partie civile n'est pas recevable, alors même que des dommages intérêts auraient été prononcés contre elle, si toutefois ces dommages intérêts n'excèdent pas ceux qui ont été demandés par l'accusé (42).

Ainsi, quelque soit le montant de la condamnation pécuniaire de la partie civile, s'il ne dépasse pas la demande de l'accusé (et les accusés ont l'habitude de toujours demander plus qu'il n'espèrent obtenir), le recours n'est pas permis. Le pourvoi en cassation de la partie civile est donc formellement limité à une seule hypothèse, ou son grief et son intérêt apparaissent suffisants. Cette solution

administrations publiques peuvent se pourvoir dans les conditions et dans les limites du pourvoi des parties civiles ordinaires.

(42) On a cru pouvoir déduire de la rédaction de l'art. 61 de la loi du 29 Juillet 1881, qu'en ce qui concerne les infractions de Presse jugées en Cour d'Assises, la partie civile pourrait se pourvoir même contre les ordonnances d'acquiescement. Mais la jurisprudence décide avec raison qu'il faut appliquer le droit commun, et rejeter un tel pourvoi.

Cass. 25 Mars 1892 (S. 93-1-441).

est d'ailleurs légitime. La loi veut que lorsqu'un accusé a bénéficié d'une absolution régulière, aucun pourvoi ne puisse lui préjudicier. D'autre part cette disposition ne lèse en rien les intérêts de la partie civile qui, en vertu de la plénitude de juridiction de la Cour d'Assises sur les intérêts civils, pourra toujours obtenir des dommages intérêts, malgré l'arrêt d'absolution ou l'ordonnance d'acquittement (43).

b) en ce qui concerne le arrêts de condamnation. « La partie civile ne pourra se pourvoir que quant aux dispositions relatives à ses intérêts civils » (art. 373). Cet article doit être interprété d'une façon doublement restrictive ; non seulement la partie civile ne peut viser dans son pourvoi que l'arrêt de condamnation relatif à ses intérêts civils, mais encore c'est dans ce seul arrêt ou chef d'arrêt qu'elle peut puiser les moyens de cassation invoqués (44).

§ II. — *Pourvoi contre les décisions en dernier ressort rendues par les tribunaux de police simple ou correctionnelle*

La partie civile peut se pourvoir en matière de police simple et correctionnelle contre tous les ar-

(43) Il faut noter cependant un cas où cette solution aboutit à une injustice, c'est le cas où l'absolution n'est pas régulière, par exemple, est fondée sur le motif erroné que le fait n'est puni par aucune loi. La partie civile n'a malgré tout aucun recours.

(44) Ch. Nouguier : La Cour d'Assises.

rêts ou jugements définitifs, et en dernier ressort, qui lèsent ses intérêts civils. Le droit lui est formellement reconnu par les articles 177, 216 et 413 C. I. Cr. quant à ses intérêts civils, et bien que le ministère public ne se soit pas pourvu. La partie civile peut donc attaquer les décisions de relaxe comme les décisions de condamnation (45), les jugements et arrêts interlocutoires comme les arrêts définitifs sur le fond.

La portée de l'article 216 ne saurait être limitée par l'art. 413 qui indique deux causes pour lesquelles le pourvoi de la partie civile peut être formé : l'incompétence et la violation ou l'omission de quelques-unes des formalités prescrites à peine de nullité par la loi pénale.

L'art. 413 en effet rend communes aux matières correctionnelles et de simple police les voies d'annulation créées par l'art. 408, mais son énumération n'est pas limitative, et il ne dispose pas que la partie civile ne puisse se prévaloir d'autres voies d'annulation. Il a étendu aux jugements d'acquiescement les moyens de cassation établis par l'art. 408 contre les arrêts de condamnation, et non pas interdit dans les affaires correctionnelles et de police l'emploi des moyens de cassation autres que ceux de l'art. 408 (46). Le pourvoi de la partie civile peut donc être fondé aussi bien sur la violation

(45) Cass. 8 Mai 1841 (B. cr. n° 137).

(46) Cass. 3 Juillet 1829 (S. chron. 1828-30-1-323). —
1^{er} Février 1834 (S. 1834-1-82).

de la loi pénale que sur la violation des principes sur la responsabilité civile délictuelle ou quasi-délictuelle, qui justifient l'action civile (47).

En vertu de cet article 216 on a admis le pourvoi de la partie civile dirigé, dans le silence du ministère public, contre un jugement qui, en écartant l'action publique, la renvoie devant les juges civils pour statuer sur ses intérêts privés (48), contre un arrêt qui a prononcé la relaxe du prévenu et condamné la partie civile aux dépens (49), contre l'arrêt qui a admis la preuve de la vérité des faits diffamatoires imputés à cette partie en dehors des cas prévus par la loi (50).

Par contre, la partie civile qui n'a pas formé de pourvoi contre un arrêt déféré à la Cour de Cassation par le condamné seul est non recevable à demander l'annulation de quelque une des dispositions de cet arrêt, fût-ce une disposition qui rejette une fin de non recevoir qu'elle invoque (51).

§ III. — *Les formes et la procédure du pourvoi de la partie civile*

La partie civile formule son recours par déclaration au greffe. Elle a l'obligation rigoureuse de produire à l'appui de son pourvoi une expédition

(47) Cass. 23 Août 1851 (S. 53-1-577).

(48) Cr. 23 Août 1851 (D. 53-1-68).

(49) Cr. 12 Juin 1886 (D.P. 87-1-45).

(50) Cr. 9 Mars 1850 (D.P. 50-1-139).

(51) Cr. 17 Décembre 1887 (D.P. 88-1-282).

authentique de la décision attaquée. Elle est tenue de consigner une amende de 225 francs, ou de la moitié de cette somme, si l'arrêt est rendu par contumace ou par défaut (art. 419).

La partie civile peut déposer dans les 10 jours de sa déclaration une requête contenant ses moyens de cassation (art. 422). Mais, alors que le prévenu et le ministère public peuvent présenter eux-mêmes leurs observations, la partie civile doit, dans tous les cas, se faire représenter par un avocat à la Cour de Cassation (52) (art. 424).

Mais il en est ainsi seulement dans le cas où la partie civile veut produire directement devant la Cour de Cassation sa requête ou les pièces à l'appui. Si la requête n'est pas signée par un avocat à la Cour de Cassation, les moyens qu'elle contient ne sauraient être pris en considération. La Cour de Cassation ne tiendrait de même, aucun compte d'un mémoire produit en dehors du concours d'un avocat (53). Mais la production d'une telle requête ou d'un tel mémoire n'enlèverait pas son efficacité au pourvoi dont l'acte aurait été régulièrement dressé et transmis au greffe de la Cour de Cassation.

(52) La loi du 4 juillet 1908 modifiant l'art. 61 de la loi du 29 Juillet 1881 sur la Presse, édicte au profit de la partie civile, le droit de se passer d'un avocat à la Cour de Cassation.

(53) Cr. 22 Nov. 1878 (D.P. 79-1-42).

CONCLUSION

La partie civile exerce sur le procès pénal une influence considérable, et d'ailleurs légitime. Considérable puisque par sa seule constitution elle met l'action publique en mouvement, puisque par son opposition elle suspend l'effet des ordonnances du juge d'instruction, et prolonge la détention ou l'incertitude du prévenu, puisque par son appel elle peut faire rectifier les dispositions d'une décision lésant ses intérêts civils.

Légitime, car il ne faut pas que le refus de poursuivre du ministère public paralyse la demande du plaignant.

Le Code d'Instruction criminelle, malgré les quelques imperfections et contradictions que nous avons signalées, a donc institué un système cohérent et juste.

Mais la tendance moderne marquée par les lois de 1921 sur la situation de la partie civile à l'instruction de 1925 sur l'appel incident, est de permettre à la partie civile de faire figure de véritable adversaire au procès répressif. Déjà lorsque la partie lésée agit par voie de citation directe devant les tribunaux de police simple ou correctionnelle, le

ministère public suit le débat judiciaire en n'intervenant que dans de bien rares cas au seul nom de la société, et en laissant ainsi à la partie civile le soin d'engager et de poursuivre le combat avec ses seules forces. La jurisprudence admet chaque jour de nouvelles raisons pour allouer des dommages intérêts. Le dommage moral s'évalue comme le matériel. Aussi le nombre des constitutions de partie civile va-t-il croissant, si bien que le ministère public, même en face de délits qualifiés, laisse cependant parfois à la partie lésée le soin de mettre l'action publique en mouvement.

C'est là une pratique rendue peut-être nécessaire dans certains Parquets par la multiplicité des affaires pénales : elle n'en constitue pas moins une dérogation fâcheuse au principe posé par l'article premier du C.I.Cr. L'action publique est réservée « aux fonctionnaires auxquels elle est confiée par la loi ». Nous avons expliqué que dans l'ancien droit, la partie lésée, à qui seule tout d'abord incombait la charge de poursuivre et l'application de la peine et la réparation, a vu se dresser à côté d'elle le représentant du pouvoir central qui, bientôt assumant seul l'exercice de l'action publique. Il n'est pas souhaitable que la partie civile abandonne actuellement son rôle de partie jointe pour s'attribuer la direction du procès.

Vu : *Le Doyen,*
BERTHÉLEMY.

Vu : *Le Président,*
HUGUENY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

A. ESMEIN. — Histoire de la Procédure criminelle en France.
Paris 1882.

BOURGUIGNON. — Manuel d'instruction criminelle. Paris 1810.

LEGRAVEREND. — Traité de la législation criminelle. Paris
1830.

CARNOT. — Instruction criminelle. Paris 1812.

LE SEYLLIER. — Traité de l'exercice et de l'extinction des ac-
tions publiques et privées. 2^e édition. Paris 1874.

POTHIER. — Procédure criminelle, tome X.

SIREY. — Code d'instruction criminelle annoté.

DEGOIS. — Traité élémentaire de Droit criminel. 2^e édition.
Paris 1922.

GARRAUD. — Précis de Droit criminel, Paris, 14^e édition,
1926.

René et Pierre GARRAUD. — Traité théorique et pratique d'ins-
truction criminelle (6 volumes) Paris 1907-1929

GATINEAU. — La partie civile devant les juridictions repres-
sives. Thèse Paris 1891.

JARRE. — Voies de recours contre les décisions des juridic-
tions de droit commun. Thèse Paris 1903.

Georges VIDAL. — Cours de Droit Criminel et de Science pé-
nitentiaire revu par J. Magnol. Paris, 7^e édition 1928.

ROUX. — Cours de Droit Criminel Français. Paris, 2^e édition,
1927.

FAUSTIN HÉLIE. — Pratique criminelle des cours et tribunaux,
2^e édition. Paris 1909.

A. DUCATEZ. — De l'exercice de l'action civile devant les ju-
ridictions répressives. Thèse Paris 1884.

- G. LE POITTEVIN. — Code d'instruction criminelle annoté.
- FAUSTIN HÉLIE. — Traité d'instruction criminelle, Paris 1867.
- LABORDE. — Cours de Droit criminel, 2^e édition, Paris 1898.
- BERNARD. — Manuel des pourvois et des formes de procéder devant la Cour de Cassation en matière criminelle. Paris 1868.
- BRAAS. — Traité de l'Instruction criminelle (belge).
- RODIÈRE. — Eléments de procédure criminelle, Paris 1884.
- NOUGUIER. — La Cour d'Assises.
- JOUSSE. — Traité de la Justice criminelle en France, Paris, 1771.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
CHAPITRE PREMIER. — DES VOIES DE RECOURS OUVERTES	
A LA PARTIE CIVILE PENDANT L'INSTRUCTION	13
SECTION I : <i>L'opposition aux ordonnances du juge d'instruction</i>	
§ I. : Situation de la partie à l'instruction....	16
a) Que faut-il entendre par ordonnance....	17
b) Comment faire connaître au Conseil ces ordonnances	18
§ II. : A quelles ordonnances du juge la partie civile peut-elle faire opposition	18
§ III. : Conditions pour pouvoir former opposition	23
§ IV. : Les délais de l'opposition	25
a) Durée.	25
b) Point de départ	26
c) Effet suspensif	27
§ V. : Formes de l'opposition	27
§ VI. : Effets de l'opposition	30
SECTION II : <i>Les oppositions aux ordonnances du juge d'instruction devant la chambre des mises en accusation</i>	
§ I. : Procédure	32
§ II. : Les arrêts de la chambre.....	35
§ III. : Les dommages-intérêts	35

SECTION III : <i>Le pourvoi en cassation de la partie civile contre les arrêts de la chambre des mises en accusation</i>	41
§ I. : <i>Le pourvoi est irrecevable en principe..</i>	41
§ II : <i>La partie civile n'est pas recevable à se pourvoir contre les arrêts de mise en accusation</i>	45
§ III : <i>Le pourvoi de la partie civile n'est pas recevable à l'encontre des arrêts de renvoi en police simple ou correctionnelle</i>	46
§ IV. : <i>Délai imparti à la partie civile pour formuler son pourvoi</i>	47
SECTION IV : <i>La partie civile et la réouverture de l'Instruction sur charges nouvelles</i>	50
§ I. : <i>Position de la question</i>	50
§ II. : <i>Les thèses en présence</i>	52
CHAPITRE II. — <i>LES VOIES DE RECOURS OUVERTES A LA PARTIE CIVILE DEVANT LES JURIDICTIONS DE JUGEMENT</i>	65
SECTION I : <i>L'opposition aux décisions des juridictions de simple police et correctionnelle rendues par défaut</i>	65
§ I. : <i>Droit contesté à la partie civile.....</i>	66
§ II. : <i>Droit contesté à tort</i>	67
§ III. : <i>Applications de la jurisprudence</i>	68
§ IV. : <i>Délai</i>	71
§ V. : <i>Effets de l'opposition</i>	71
SECTION II : <i>L'appel de la partie civile</i>	73
§ I. : <i>En matière de simple police</i>	74
§ II : <i>En matière correctionnelle</i>	76
§ III. : <i>L'appel incident</i>	85
I. — <i>En matière de simple police.....</i>	86
II. — <i>En matière correctionnelle</i>	86

SECTION III : <i>Le pourvoi en cassation de la partie civile</i>	88
§ I. : Pourvoi contre les arrêts de la Cour d'Assises	89
§ II. : Pourvoi contre les décisions en dernier ressort rendues par les tribunaux de police simple et correctionnelle	90
§ III. : Procédure	92
CONCLUSION	95
BIBLIOGRAPHIE	97

